

libertaire

Justice de classe...









Force Ouvrière, bigre! par Fabrice, page 4

Fonction publique, triste! par S. Chemin, page 5

Incontournables brèves, page 6

Peinard sans accent, page 7

L'Autruche râle com'dab' page 7

Justhom, l'interviou-confession, page 8

IVG en danger, par P. Schindler, page 9

Le marché des **médicaments**, par Moriel, page 10

Nouveau parti? par Daniel, François, Guy et Pierre, page 12

Afghanistan, la « bonne guerre », par F. Dupuis-Déri, page 14

Un **roman blême** par J.-P. Levaray, page 16

Gaia, dernière par S. Chemin, page 16

Une autre **Résistance** par F. Roux, page 17

Cinéma à Berlin par H. Hurst, page 19

Rennes en résistance par Marjolaine, page 21

Radio libertaire, page 22

L'agenda, page 23



			BULLETIN D'ABONNEMENT
Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger	Abonnement de soutien
3 mois, 13 nos	20 €	27 €	1 an, 45 nos 76 € Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de
6 mois, 25 nos	38 €	46 €	
1 an, 45 nos	61 €	77 €	
(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)			15 euros), nous vous demandons
Nom -	Prénom	d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76425590000621002879602 (BIC: CCOPFRPPXXX)	d'effectuer vos paiements par virement
Adresse	*		
Code postal	Ville		Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.
Rédaction et administra	tion: 145, rue Amelot,	75011 Paris. Tél.: 01	48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais - Commission paritaire n° 0609 C 80740 - Imprimerie EDRB (Paris) Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Éditorial

Bon alors, dans cet édito on dirait qu'on parle pas du petit prince-des-cauchemards! C'est vrai, même sans lui, ça rouspète un peu partout dans le monde et en Franchouillie et malgré l'amoncellement d'injustices et de cynisme, Heike Hurst réussit tout de même à nous rapporter une brise rafraîchissante du festival de cinéma de Berlin et des films de jeunes qui défrichent en beauté une abominable réalité.

Au Sud, les faibles et les pauvres continuent à se faire affamer, torturer, spolier, torturer, massacrer dans ce que nos descendants de colons appellent le tiers ou le quart monde selon leur échelle de Richter du pillage. Au Nord, les employés, les ouvriers, les cadres, trop naïfs, continuent à être licenciés, délocalisés ou priés d'aller se faire voir dans une autre ANPE édénique... Les enseignants et les étudiants s'échinent à manifester oppositions et analyses lucides au décimage organisé de l'éducation... Les gens de cinéma et les artistes intermittents ou indépendants continuent à dénoncer l'emprise des gros marchands de soupe de spectacles... Tout un petit monde de gueux renaude face au démantèlement des services publics de tous les jours, postes, transports, justice prud'homale etc. Tout cela n'empêche pas leurs gouvernants, parachutés par les puissances de fric et à la tête des démocraties-représentativemon-cul, de s'envoyer par média interposés des congratulations auto-satisfaites. Bien sûr, ce ne sont pas les « oppositions institutionnelles », comme dirait ton prof de Sciences Po, qui veulent et peuvent y changer grand-chose: Le mou et gras saint-parti-socialiste empêtré à justifier les mêmes réformes mais sans en avoir l'air; les veules et calculatrices grosses centrales syndicales coincées entre une représentativité à 7 % et un cupide désir de garder les bonnes places de leurs permanents et qui pour cela s'écrasent mollement face à un Médef déchaîné qui promène en laisse nos fringants politiques. Quant aux municipales...sans commentaires.

Gardons un peu de bon sens: tous ces pépiements de salons, de Chambres, de symposiums entre gens-bien-lavés n'arrivent pas à couvrir les hurlements désespérés et vains de tous les étrangers, enfants, femmes, jeunes hommes, raflés et parqués tels des bêtes, comme au regretté temps du maréchal, avant d'être renvoyés, avec un bon bâillon démocratique, vers la terre de leurs ancêtres qui se trouve être aussi celle de leurs bourreaux.

Pour finir, on avait promis de ne pas en parler, mais on résiste pas: À l'expo d'agriculture not'petit président s'est encore colleté avec un quidam; sa cote baisse jusqu'au trou noir, mais c'est pas grave pour France-inter car Fillon n'a jamais été aussi haut chez les sondés! Vous connaissez la blague du bon et du méchant flic? Vous en voulez encore?

Salmigondis préprintanier



« LA IVE RÉPUBLIQUE, que la constitution a voulu laïque, c'est à dire neutre, ne peut pas officialiser par un timbre un événement essentiellement religieux. » Ainsi s'exprimait il y a cinquante ans Eugène Thomas, secrétaire d'État aux PTT, donc pas de timbre pour le centenaire des « apparitions » de Lourdes (Hautes-Pyrénées). Aujourd'hui l'agité de l'Élysée pourrait en prendre de la graine mais il préfère dérouler le tapis rouge aux scientologues, faire ses révérences au Vatican, et louer les croyants en Extrême Orient, on attend les références à l'architecte suprême... De tout ça on en a moult causé dans le Monde libertoire mais la bête avance toujours aussi fébrile et on se demande jusqu'où ira sa soif d'effets d'annonces.

Mais en veille du bouclage de votre hebdomadaire préféré, l'ex de Neuilly monte la barre encore plus haut. Se croyant (déjà?) en dehors des lois il « défie le Conseil constitutionnel ». Quand vous aurez ce journal sous les yeux, on saura sûrement d'avantage de ce qui sort de ce bras de fer. La « rétention de sûreté » prolongeant la prison dans certains cas de délits, avait été examinée par les « sages » de la législation qui selon des voix modérées avaient rendu « une décision équilibrée ».

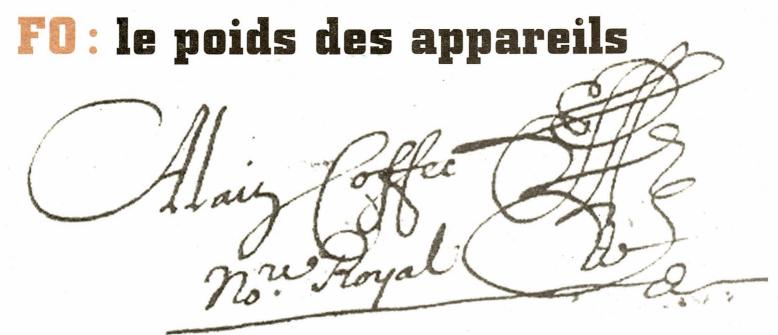
Le Conseil constitutionnel emboîtait tout de même le pas pour l'instauration d'un droit nouveau en France et que les lettres de « surveiller et punir » soient gravées dans le marbre. Le forcené de l'Élysée, persuadé que l'anti-France était en marche, demande à la Cour de cassation « d'examiner la situation ». Les anarchistes que nous sommes ne se préoccu-

pent généralement pas des lois, de celles et ceux qui les génèrent, les appliquent. Mais là, les prétentions du prince doivent nous interpeller. Déjà le président de l'Union syndicale des magistrats, Bruno Thouzellier dénonce « une incongruité constitutionnelle totale ». Robert Badinter stigmatise « une période sombre pour notre justice ». Le 20 mars, le Syndicat de la magistrature appelle à une mobilisation pour la défense des libertés publiques. Affaire à suivre...

Si dans les médias, au chapitre questions diverses, l'antisocial avance à visage découvert, ses partenaires du Medef agissent par courroies interposées. La riposte forte et donc unitaire des syndicalismes représentatifs étant, semble-t-il, définitivement tombée dans les oubliettes, on se débrouille à la base. Comme on le dit dans les quotidiens « l'emploi progresse, mais les prix s'envolent ». Donc le malaise social perdure et les municipales arrivent avec leurs illusions habituelles.

On résiste à Marseille au magasin Carrefour Grand-Littoral, chez Ford en Gironde, à la Barre-Thomas à Rennes (309 licenciés par un fond de pension...), chez Miko à Saint-Dizier... Mais que ces mécontents ne comptent pas sur les municipales pour changer l'avenir. Encore une fois ce n'est pas dans les urnes que se trouve l'issue à la situation actuelle, mais dans les luttes. Et que nous importe que Lutte ouvrière se rabiboche avec le Parti communiste ou que Thibaut, ex-cheminot, déclare que « trois ans de reculs ça suffit »: Un autre futur se fera sans eux.

Loulou Barbesois



Comme annoncé dans un précédent article, les discussions du Comité confédéral national (réunion de tous les secrétaires d'Unions départementales et responsables de fédérations) de Force Ouvrière les 14 et 15 février derniers, s'annonçait intéressantes à plus d'un titre.

EN 1995 (PLAN JUPPÉ-NOTAT), en 2003 (plan Fillon-Chérèque) et en 2006 (CPE), la confédération Force Ouvrière, malgré qu'elques atermoiements propres à tous les appareils, frileux par nature, avait tout de même pesé globalement dans le bon sens.

Après l'accord sur la « modernisation du marché du travail » (voir ML du 24 janvier), dont le moins que l'on puisse dire est que les points négatifs pèsent plus que les quelques « avancées », l'enjeu de ce CCN résidait essentiellement dans la capacité de la base de « recadrer » le bureau confédéral en imposant le respect des mandats du congrès de Lille. L'idée était simple pour les militants: à quoi cela sert de se décarcasser jusqu'à 4 ou 5 heures du matin pour définir des mandats corrects au congrès national si ceux-ci sont « interprétés » voire bafoués quelques mois plus tard!

Ce serrage de boulons s'avère d'autant plus nécessaire que des négociations à la mode Sarko (le pistolet sur la tempe) suivent sur tous les fronts (représentativité syndicale, retraites...) et qu'après le lâchage, par la confédération CGT, des cheminots et gaziers sur la question des régimes spéciaux, toutes les craintes sont permises.

Ce CCN, au final, laisse incontestablement un goût de trop peu. Certes, sur la soixantaine d'interventions (avec un temps de parole limité à 6 minutes, ce qui est peu fréquent à Force Ouvrière, sous prétexte de salle à libérer à minuit...) plus de trente ont dénoncé l'accord signé dans la précipitation par le bureau confédéral, une quinzaine l'on soutenu, les autres n'intervenant pas directement sur le sujet.

Des choses très claires ont été dites. Jean-Claude Mailly, qui de bout en bout a défendu la signature, a été sévèrement taclé à plusieurs reprises suite à son rapport d'activité. Cela dit, lui et son bureau confédéral n'ont pas été clairement désavoués puisqu'il n'y a pas eu de vote spécifique sur la question.

Le secrétaire général, dans sa réponse aux interventions, a persisté et signé: l'accord est bon, il évite la flexisécurité et, de toutes façons, il faut se soumettre au « principe de réalité ». Celui qui, dès le départ, considère que la bagarre est perdue et que l'objectif est de signer au moindre mal? Il s'est défendu aussi de tout « deal » avec Sarko (référence à un article du Canard Enchaîné).

Plus embêtant encore que cette persistance dans cette « grille de lecture » de l'accord, est le refus du bureau confédéral d'envisager, comme il était demandé par certains, un CCN extraordinaire préalable à toute nouvelle signature. Le prochain CCN se déroule effectivement en octobre et d'ici là, bien des mauvais coups vont tomber et les militants Force Ouvrière préfèreraient éviter d'apprendre par la presse une nouvelle signature!

Jean-Claude Mailly s'est même cru autorisé, face aux UD qui résistent, de rappeler les statuts (article 28) qui stipulent que les structures doivent diffuser le matériel confédéral. Toujours mauvais quand un appareil se retranche derrière des statuts... Il est bien clair, de toutes façons, que les cartons remplis de matériel confédéral vantant l'accord ne seront, dans bien des endroits, même pas déballés, voire renvoyés à l'expéditeur.

Toutes ces discussions et celles portant aussi sur les 37,5 annuités pour une retraite à taux plein (public/privé) se sont concentrées dans la rédaction d'une résolution, comme il est de coutume. Ce document de 10 pages comporte un certain nombre de points tout à fait corrects mais aussi des zones floues, avec des interprétations diverses possibles.

Concernant l'accord le « CCN réaffirme que le CDI doit rester le contrat de travail et

permanent » « Il conviendra de veiller à l'information des salariés et à la capacité effective de garantir l'intégralité de leurs droits. » Tout cela ressemble à des déclarations d'intention fort loin des réalités de terrain.

Concernant les retraites, la référence aux 37,5 est, certes, toujours présente, mais ce qui est mis en avant c'est le « blocage des compteurs à 40 ans qui est économiquement réalisable ».

Mais les 37,5 aussi, pour peu qu'on tape dans les 50 milliards d'exonération de cotisations patronales ou les 100 milliards de bénéfices des entreprises du CAC 40 (le retour aux 37,5 public/privé « coûterait » environ 4 milliards par an). On le dit ou on ne le dit pas?

Enfin, concernant l'action, la résolution appelle les salariés du public et du privé à « assurer de manière forte et ferme leur mobilisation en n'excluant aucune forme d'action ». Fort bien, mais encore? Quand? Comment? Avec qui?

Au final cette résolution, qui veut ménager tout le monde, a été votée à la quasi unanimité (4 abstention et 1 contre) avec un soutien discret mais efficace de l'appareil des camarades du 87 au bureau confédéral...

Au moment où les salariés de ce pays recherchent les voies de la résistance (Kléber, Miko, Carrefour de Marseille...), l'un des enjeux pour les militants anarcho-syndicalistes est de tout faire pour que la base prenne le plus rapidement possible ses affaires en mains, impose le respect des mandats, freine la bureaucratisation.

Ce n'est pas vraiment nouveau mais c'est urgent.

Fabrice,

Groupe La Sociale — Rennes

Chronique d'un opéra bouffe

et de ses piteux comédiens

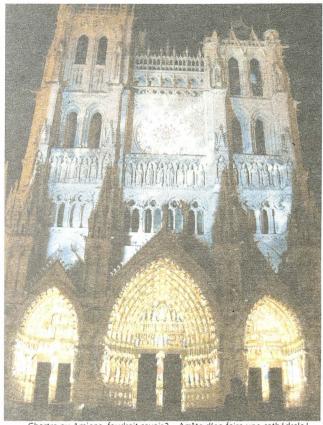
SITÔT TERMINÉ LE SIMULACRE des négociations portant sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires, les pontes des bureaucraties syndicales ont couiné comme des rats au motif que le gouvernement arnaquerait les dits fonctionnaires. Effectivement, Woerth et Santini — mais ce n'est pas une révélation — se sont bien payé la fiole des cinq millions de fonctionnaires de notre douce France. Selon ces duettistes, le cumul des mesures pour garantir le pouvoir d'achat des salariés en question aboutira à une progression moyenne de 3,7 % en 2008.

En réalité, hors promotions, ancienneté, mesures sociales ou catégorielles, le coup de pouce aux salaires sera aussi volumineux qu'une rognure d'ongle puisqu'il atteindra 0,8 %. Le tableau ne serait pas complet si on omettait de dire que d'une part les non titulaires et les retraités sont passés à la trappe, et que d'autre part, l'État promet de reverser au personnel la moitié des économies liées

aux 22921 postes de fonctionnaires qui seront supprimés en 2008 (soit un départ à la retraite non remplacé sur trois) et cela pour payer des mesures catégorielles! Enfin, pour parachever le foutage de gueule, nos deux illusionnistes intègrent dans leurs fameux 3,7 % le montant des CET (Comptes Épargnes Temps) arguant que ces derniers seront monétisés. Bref, ils présentent comme un cadeau ce qui aura déjà été acquis par le biais des heures supplémentaires. Chapeau les artistes!

Bien sûr la réussite d'un tel opéra bouffe n'a pas reposé seulement sur la Prima Donna Woerth, flanquée de son porteur de grelots, puisque des clowns chevronnés ont largement contribué à la réussite du spectacle. Par ordre d'apparition des personnages à qui le costume jaune colle à la peau, faisons sobre et reproduisons un extrait d'une dépêche Reuters du jeudi 21 février « La CFDT, l'UNSA, la CFTC, la CFE-CGC et la Fédération hospitalière de France (FHF) ont signé le volet méthodologique du relevé de conclusions sur le pouvoir d'achat, le volet "garantie" a été signé par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC et le volet carrières et indemnités par la CFDT, l'UNSA, la CFTC, la CRE-CGC et la FHT.

L'UNSA et la CFTC ont signé le relevé de conclusions sur le compte épargne temps et la CFDT, l'UNSA, la CFTC, la CFE-CGC et la FHF celui sur les politiques sociales. »



- Chartre ou Amiens, faudrait savoir? - Arrête d'en faire une cathédrale!

Certes les Arlequins de la CGT, de FO ou de la FSU n'ont pas paraphé le texte que ce soit pour tout ou partie. Mais enfin, peut-on s'attendre à une « vive réaction de leur part »? Sauf à considérer qu'une manif traîne-savates de Bastille Nation République tétanisera de peur le gouvernement et/ou le Medef, autant croire à la poupée qui tousse.

Quelle fut l'attitude de tous ces tristes comédiens quand les étudiants se battaient contre la LRU ou lorsque les salariés des régimes spéciaux de retraite étaient en grève? Au mieux, ils adoptèrent des postures de rodomonts, et au pire, ce qui les fédéra d'ailleurs, ils déposèrent des peaux de bananes sous les pieds de tous ceux et celles qui n'étaient pas disposés à se coucher devant les oukases du pouvoir.

Allez, point n'est besoin de remonter à l'époque du Front Populaire, par exemple, pour dire que la Charte d'Amiens est devenue un chiffon de papier et que la volonté manifestée dans l'icelle de préparer les travailleurs à leur émancipation a été noyée depuis bien longtemps sous un flot de renoncements. Les miasmes portés par les vents du réformisme le plus plat ont pénétré et corrompu bien des esprits depuis des dizaines d'années, à cela, les temps présents rajoutent une nouvelle donne qui vient amplifier la déliquescence des organisations syndicales, et plus particulièrement de leurs appareils dirigeants.

Main dans la main, gouvernement et Medef ont tendu un traquenard aux organisations syndicales et celles-ci, telles des mouches engluées dans une toile d'araignée, s'efforcent de donner des gages pour éviter une blessure mortelle ou qui les laisserait exsangues.

En effet, Parisot et Sarko ont décidé de remettre à plat la représentabilité syndicale et le financement des organisations qui peuvent prétendre à ce rôle. Certes, l'aspect alimentation des caisses (en complément croquignolet des cotisations) n'est pas à négliger, mais le piège tendu par le patronat et le gouvernement, à supposer que son efficacité soit complète, ne ferait pas que dévitaliser le rôle des appareils syndicaux, vu qu'in fine il est conçu pour porter un coup fatal aux droits des travailleurs, en ce que les droits en question sont hiérarchisés à travers des différentes normes, d'abord le Code du travail, puis les conventions collectives de branche et enfin les accords

d'entreprise. Or, quel est l'objectif ultime du patronat et de ses larbins? Viser à court-circuiter au maximum ce qui tend à souder et protéger relativement les salariés. Ainsi, quel bonheur ce serait pour ces équarisseurs aux mains propres de dépecer le Code du travail (besogne déjà considérablement avancée) puis, dans la foulée, de poser leur gros derrière sur les conventions collectives de branche!

Dans cette configuration, le patron n'aurait en face de lui que la maille de base du ou des syndicats présents dans sa boîte, ou directement le salarié lui-même. Décririons-nous un cauchemar dont la réalisation est hautement improbable? Alors bouclons la boucle et décryptons la volonté affichée par Éric Woerth quand il parle des fonctionnaires. Le grand escogriffe veut instaurer un principe individuel de garantie de pouvoir d'achat, tout en s'affranchissant de plus en plus des augmentations générales des salaires.

Dans quelles proportions les appareils syndicaux sont-ils inquiets pour les droits des travailleurs ou pour la préservation de leurs intérêts boutiquiers? Allez, nous vous laissons le soin de répondre à cette question, puisque notre mauvais esprit nous souffle trop vite la bonne réponse!

Sami Chemin

Ras les murs

Des amies de Lucila (décédée le 18 janvier 2008 à Fresnes à cause de la négligence du service médical de la prison) ainsi que des militants de Radio libertaire, se sont rassemblés devant la maison d'arrêt pour lui rendre un dernier hommage en déposant une gerbe. Des brochettes de poulets étaient alignés devant les grilles, pour empêcher l'évasion des survivantes de la MAF (maison d'arrêt des femmes).

Sarkozy malvenu à Périgueux

Il s'est rendu dans la ville pour soutenir son ministre Darcos, prétextant la présentation d'une nouvelle politique dite « éducative » et a été reçu par un rassemblement syndical, un peu trop éloigné, selon les camarades sur place, tandis qu'une centaine de personnes se sont spontanément rapprochées du lieu de son discours pour manifester leur dégoût de la politique gouvernemental, sans drapeau ni étiquette avec pour seul slogan: « Sarko, facho »! Du parlé vrai, en somme!

Soutien à JB

Un jeune compagnon du groupe de Caen de la Fédération anarchiste passe devant le tribunal correctionnel le 4 juin prochain pour outrage à agents, dégradations (graffitis anti-police) et port d'arme (un masque à gaz militaire). Un appel « prévisionnel » à la solidarité financière sera organisé par le groupe de Caen, qui attend la délivrance d'une boîte postale, dont on vous communiquera les coordonnées.

Défense de l'IVG en Italie

Des milliers de femmes et des centaines d'hommes ont manifesté, à l'appel des partis de gauche, des organisations laïques et féministes dans plusieurs grandes villes italiennes pour défendre la loi sur l'IVG. Il s'agissait de protester contre l'intervention de la police dans la Polyclinique de Naples, alertée pour un cas d'IVG illégale présumée.

Régularisez pour Marie-Chantal!

Les habitants du très chic XVI^e arrondissement de Paris sont « véners ». La mode y est d'avoir du personnel de maison venu des lointaines Philippines. Le hic, c'est que la plupart d'entre eux sont sans-papiers. Aussi, le ministère de l'Identité nazionale de Brice Hortefeux a confié son exaspération au Canard: le maire du XVI^e n'a de cesse de lui adresser des demandes de régularisation quotidiennes pour les bonnes philippines. Aussi, un accord vient d'être signé avec ce pays dans la mesure où cette main d'œuvre « qualifiée » correspond aux besoins français de « services à la personne ». Magique!

Atome partout!

La France est championne du monde, avec 78 % de son électricité fournie par 59 réacteurs, suivie par les États-Unis, 104 réacteurs, la Corée et la Russie. Aujourd'hui, grâce au VRP Sarkozy, nous refilons nos merdes à l'Algérie, le Maroc, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, aux Émirats arabes, à la Chine, à l'Inde, à l'Afrique du Sud et qu'importe que ces pays soient capables de maîtriser cette filière, la gestion des déchets ou soient dans les mains de dictateurs fous, l'important c'est de vendre et de ramasser la tune!

Justice nulle part

Trois mois de prison avec sursis ont été requis, devant le tribunal de Bobigny, contre Kadidja Touré, une Française de trente ans qui s'était élevée contre la reconduite à la frontière d'un Malien en novembre 2006 à Roissy. Mise en délibéré le 29 février 2008. A suivre.

Après les franchises, le 100 %!

Sarkozy a reçu la Fédération nationale de la mutualité française et la Confédération des syndicats médicaux français dans la perspective d'une réforme du système de santé et du financement de l'Assurance maladie. Il a donné l'assurance que les médecins libéraux seront associés étroitement aux réformes et que le rôle des assurances complémentaires sera renforcé dans leur implication de la gestion du système de santé. Les copains assureurs et médecins privés vont encore se faire du bon beurre, tandis qu'Act-Up Paris craint, après l'application des franchises, une remise en question du 100 % (ALD), qui serait catastrophique pour les grands malades et encore plus pour ceux qui parmi eux sont en état de précarité financière.

Bilan de l'expulsion des 107

Un juge des libertés de Paris a ordonné la remise en liberté de 26 étrangers maliens et sénégalais arrêtés lors d'une opération de police très critiquée dans un foyer du 13° arrondissement de Paris. La rétention administrative de 45 autres étrangers à Vincennes a en revanche été prolongée. Ils sont susceptibles d'être expulsés. Par ailleurs, 21 autres personnes arrêtées mardi lors de la même opération, sur commission rogatoire d'un juge d'instruction, sont dans d'autres centres de rétention, en dehors de Paris. Encore du chiffre pour le ministère de l'Identité « nazionale » de Hortefeux.

Remise en cause de l'IVG en France

L'archevêque de Paris a affirmé que l'avortement n'avait pas été « légalisé » en France mais simplement « dépénalisé », ce qui permet selon lui de « définir un statut de l'embryon et du fœtus », dans une interview lundi à Ouest-France. Pour l'archevêque de Paris, « on peut donc définir un statut de l'embryon et du fœtus dans le cadre actuel ». Il appuie ainsi la décision de la Cour de cassation qui va dans le même sens (voir notre article en page 9) en déclarant: « C'est l'application d'un principe de précaution. On protège les espèces animales menacées, on doit protéger l'homme. » Autrement dit, tout ce qui tombe du ciel est béni... Même la merde, comme disait l'histoire de Toto, quand j'étais à l'école primaire?

Fichage génétique

Depuis 2003, la police relève systématiquement l'ADN de toutes les personnes en garde à vue. Au rythme de 20000 par mois, c'est plus de 560000 données qui sont enregistrées dans le Fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) basé à Ecully dans le Rhône. Pratique pour les rafles...

Homophobie au Sénégal : ça s'arrange pas!

Alors qu'une marche a été interdite, donnant lieu à des heurts ayant donné lieu à des heurts entre manifestants et police jusque dans la Grande Mosquée de Dakar, un Comité national de suivi pour le respect des valeurs morales, religieuses et contre la dégradation des murs a lancé une pétition nationale, et ce avec la bénédiction de l'ensemble des Khalifes généraux des différentes communautés musulmanes.

Diogène le chien avait raison!



Ô ANARCHISTE RENVERSE les idoles et la Tour d'Ivoire. Forge ta pratique à l'aune de l'expérience. Entame le dialogue de la théorie et de la pratique. Revêt le simple tribôn, muni toi du bâton et de la simple besace. Ta demeure est le pithos. Devient le chien anarchiste, oublie le discours, agis. Sois le digne héritier de Diogène de Sinope. Fabrique donc la fausse monnaie! Renie si besoin est, les pères et mères, de la sainte Église anarchiste et libertaire, détruit les autels et les temples qui jalonnent ton chemin. Sois un réfractaire, un en-dehors de la société humaine contemporaine. Méfie toi des bâtisseurs de systèmes et de la promesse des lendemains qui te feront déchanter. Que nous importe les lendemains qui seront dans des siècles! (Zo d'Axa)

Va par-delà l'horizon, emmène dans ton sillage, le gueux, l'infortuné, le vagabond, le déclassé, le hobo, le prolo de la nuit. Construisez dès aujourd'hui une société en dehors du monde des maîtres et des dieux. Que la devise

«Ni dieu ni maître» ne soit pas qu'un vain mot. Ô anarchiste agis à l'image d'un autre chien, le dénommé Cratès. Ma patrie n'est pas faite d'une seule muraille, ni d'un seul toit; mais c'est la terre entière qui constitue la cité et la maison, mises à notre disposition pour que nous y séjournions. Écoute la parole de Zo d'Axa. C'est en dehors de toutes les lois, de toutes les règles, de toutes les théories même anarchistes. C'est dès l'instant que nous voulons nous laisser aller à nos pitiés, à nos emportements, à nos douceurs, à nos rages (avec l'orgueil d'être nous-mêmes. Comme Albert Libertad vivons en anarchiste sous la seule autorité de l'expérience et du libre examen. Néanmoins gardons nous de devenir de pauvres tristes et buvons si le coeur nous y poussent, et chantons si la voix s'accorde, et dansons avec nos compagnes sans soucis du lendemain!

Ben l'Peinard,
Prolo d'la Nuit.

Ouand l'autruche éternue. . .

NÉGLIGENCES ET AUTRES NON-PROBLÈMES

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTEND-JE? Passons rapidement sur les propos de Mignon, directrice de cabinet de Sarko, ils furent reproduits partout, on sait désormais que pour la dame les sectes seraient « un non-problème. » Revenons par contre plus longuement sur ce que la même Mignon disait il y a quelques temps: « la religion serait de l'ordre de la vie privée, nous assènet-on en permanence. C'est absurde. Quand on est croyant, cela irrigue toute votre vie ». Et celles des autres, hein, si possible... Non-problème, là aussi. N'empêche, cette sortie sur les sectes, en pleine campagne électorale, n'arrange guère la majorité. « S'exprimer, c'est un métier », a ainsi taclé Raffarin. « On ne passe pas de l'ombre à la lumière sans éclat. » Faut dire qu'en ce qui concerne le passage de la lumière à l'ombre, Raffy sait de quoi il parle.

Autre affaire quelque peu gênante: Gaudron, députémaire UMP, touchait depuis des années 1500 euros d'Assedic, auxquels, bren entendu, il ne pouvait prétendre, mais qui venaient s'ajouter tout de même à ses 8 300 euros d'indemnités mensuelles, relatives à ses mandats: « J'ai sans doute été négligent », a expliqué l'intéressé. Ah ça, quand on est pas à jour de son courrier, on a parfois de ces surprises... À noter: Le même Gaudron faisait partie de la clique de députards qui réclamaient il y a peu la création d'une commission relative à ces salauds de (vrais) chômeurs, soi-disant fraudeurs.

Mais je fais rien que dire du mal, c'est méchant, je suis un méchant terroriste. Wauquiez, porte-parole du Sarkozystan a prévenu: « en ce moment, de la part de l'opposition, on est dans une posture de terrorisme intellectuel ». Quand on commence à entonner l'antienne du terrorisme, la chasse à l'homme n'est jamais loin. D'ailleurs, n'a-t-elle pas déjà commencé?

Terroriste, Rama Yade ne l'est assurément pas. Secrétaire d'État aux droits de l'homme et présente sur la liste UMP à Colombes (92), elle s'est néanmoins permis de dénoncer « cette gauche qui s'en prend à moi parce que je suis noire ». Mais non, c'est juste parce que t'es une femme. Ou parce que t'es jeune. Ou parce que tu te peins les ongles, que t'aime le yop vanille, que sais-je... Croisant l'autre jour dans la rue la mère Gouetta, maire sortante et pasquaïenne, je n'ai pu m'empêcher d'aller la titiller un peu. Malmenée, insultée parce que noire, Rama Yade? L'édile eut alors cette réponse, pour le moins curieuse: « vous savez, me dit-elle, il y a l'insécurité et le sentiment d'insécurité ». Ah. Et puis il y a le racisme, et ceux qui jouent avec, salement.

La gauche, elle est de toute façon bien trop occupée à s'étriper pour ne serait-ce que remarquer l'insipide Yade. Exhumé de la naphtaline (comme chaque fois qu'on s'apprête à fêter mai 1968), Cohn-Bendit se lance dans la mêlée: « Delanoë a pris la grosse tête, il se voit président de la République. » Oh, vraiment, tu crois? Mais la guerre des clans reste soft à Paris, écoutez plutôt ce que dit Brard, maire sortant de Montreuil (93), apparenté PC: « J'ai mon petit cimetière personnel: Voynet y sera bientôt couchée. » Charmant...

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Municipales!

Une interviou du *Monde libertaire*

À l'approche des élections municipales, le Monde libertaire a voulu savoir comment au sein des partis politiques l'on préparait ce type d'échéance. Il a donc rencontré le compagnon Justhom, ancien directeur de cabinet d'un maire communiste également conseiller général et conseiller régional, qui, à ce titre, avait entre autres la charge de préparer les élections.

Le Monde libertaire: Comment et par qui est désigné celui ou celle qui sera désigné tête de liste?

Justhom: Les tractations commençaient bien en amont. Le parti par le biais de l'«Association des élus communistes et républicains», dont le président à l'époque était Robert Hue donnait ses consignes, désignait qui serait tête de liste et arrêtait le nombre de candidats présentés sur la liste par le parti ainsi que le nombre d'adjoints. Ensuite, les négociations avec les autres partis et partenaires se faisaient toujours en étroite liaison avec la fédération et l'association des élus. Une fois qu'un accord était signé, celui qui avait été désigné pour mener la liste avait le feu vert pour choisir ses colistiers et ses adjoints. J'étais chargé de contacter les représentants des autres partis politiques, du secteur associatif et syndical. Il s'agissait, me disait la tête de liste (en l'occurrence le maire sortant), de convaincre les mauvais coucheurs, les cons et les emmerdeurs. Ces gens là, ajoutait-il, c'est absolument nécessaire de les avoir sur la liste pour deux raisons: la première, ils peuvent nous apporter des voix compte tenu de leur influence au sein de leurs groupes respectifs, la deuxième, une fois sur la liste je pourrai les contrôler et ils ne pourront pas critiquer mes décisions.

Le M.L.: C'est tout à fait étonnant comme façon de procéder. Et dans la pratique, c'est à dire dans l'application du programme électoral et l'exercice du mandat électoral, comment cela se passait?

J.: Le maire aimait à s'entourer d'adjoints qui n'étaient pas trop disponibles (en général tous travaillaient). Le programme électoral était toujours très flou, cependant on pouvait tout y trouver. Toutes les propositions, les suggestions étaient retenues, on ne disait jamais non, mais pour la réalisation c'était une autre paire de manches! Aux réunions des adjoints, une fois par semaine, ils venaient écouter le maire, le secrétaire général de mairie ou le directeur des services techniques. En début de mandat, les adjoints intervenaient, posaient des questions mais très rapidement ils cessaient car à chaque fois le maire les faisait passer pour des incompétents et leur coupait la parole. Il voulait tout contrôler. Les adjoints servaient d'alibi démocratique et quand ils en prenaient conscience, ils venaient de plus en plus rarement aux

Le M. L.: Mais pourquoi ce désir de tout contrôler?

J.: Tout simplement pour éviter que d'autres que lui mènent un projet. Les appels d'offres pour la construction de H. L. M., de bâtiments municipaux (bibliothèque, stade, maison de la culture etc....) ou l'achat de matériel et de véhicules, les études diverses, étaient une source de financement important pour le parti et donc l'affaire de quelques initiés, deux personnes au maximum: Le maire et son directeur de cabinet. A chaque appel d'offre, le bureau d'étude était créé par le parti (tous les salariés étaient obligatoirement membres du parti, le bureau d'étude était chapeauté par un membre du comité central). Cette structure fonctionnait comme le parti lui - même c'est à dire que dans chaque département il y avait une antenne de la maison mère pour être au plus près des élus locaux. Ces structures étaient officiellement sensées venir en aide et conseiller les élus dans l'exercice de leurs mandats mais en réalité elles étaient chargées de drainer un maximum d'argent dans les caisses du parti.

Le M. L.: Comment cela était-il possible?

J.: Une fois l'appel d'offre lancée, un salarié de l'antenne départemental prenait contact avec moi et ensemble nous contrôlions les réponses à l'appel d'offre. Il fallait faire en sorte que l'entreprise choisie par l'association des élus communistes et républicains se voit attribuer le marché car au passage elle versait dans l'escarcelle du parti entre 5 % et 10 % du montant du marché. C'était bingo pratiquement à chaque fois. Le procédé était simple: les enveloppes étaient ouvertes dès qu'elles arrivaient en mairie et l'entreprise qui devait se voir attribuer le marché ajustait ses propositions de façon à être la moins disant et la plus performante techniquement. A noter également que les communes communistes servaient couramment de soutien financier et technique au parti: Par exemple: en faisant acheter par certains services municipaux (service jeunesse ou culturel) des centaines et des centaines de vignettes de la fête de l'Humanité, en fournissant tout le matériel et le personnel pour le montage du stand du parti à la fête et si ce stand était un restaurant, le service de la restauration municipale fournissait

Le M. L.: En fait les élus sont au service de leur parti et non au service de la population?

J.: C'est parfaitement exact. Il fallait entendre ce que le maire disait à propos des habitants, mais il en avait besoin. La carte du parti était le



sésame pour assouvir ses ambitions et sa soif de pouvoir quant aux habitants il en avait besoin en tant qu'électeurs. Une fois élu, il s'empressait de les oublier, de les traiter d'emmerdeurs, mais comme il avait la faconde facile, il pouvait les manipuler sans trop d'opposition. « En politique il faut mentir moi je mens tout le temps », se plaisait-il à dire souvent.

Et Justhom de conclure. . .

La propagande électorale tente de faire croire que les élections municipales sont au plus près de la population parce qu'elles se situent à l'échelon le plus bas et qu'il faut donc aller voter. En réalité les élections, municipales ou non, ont pour but de manipuler, de permettre à des potentats locaux d'assouvir leurs ambitions personnelles, de conforter leur ego et de prendre la plupart du temps des décisions contraires aux intérêts de ceux qui ont voté pour eux. Le pouvoir est jouissif. On est prêt à tout pour le conserver.

Le pouvoir est trop dangereux pour être confié à un seul individu ou à un groupe d'individus inféodés à un parti. Très rapidement ces satrapes deviennent imbuvables, ne supportent aucune contradiction. Ils imposent leurs façons de voir et de faire. Pour éliminer les gêneurs, tous les moyens sont bons: l'humiliation, la suppression de la délégation pour les adjoints, la rétention de l'information etc.. Malheur à celui qui tente de mettre le nez dans « leurs affaires », il s'expose à des violences verbales-y compris en public- destinées à faire passer l'envie de recommencer à celui qui ose penser différemment. Quant aux électeurs et électrices, ils ne sont guère mieux lotis, ils sont pris en otages et n'ont aucune possibilité de s'opposer aux décisions prises par l'autocrate qu'ils ont élu; les manifestations et les délégations en mairie n'y changeront rien. Le maire se débrouillera toujours pour ne pas les recevoir (il n'est pas très courageux). Combien de fois ne l'ai-je pas entendu dire: « Ce n'est pas la peine de perdre notre temps à informer les citoyens par courrier, lettre municipal ou bulletin, ils ne lisent pas ». Il mentait, il manipulait comme un curé en chaire!

Ce que je viens de dire est malheureusement la réalité et prouve bien qui les anarchistes ont mille fois raison de combattre toutes les formes de pouvoir, et de penser que le système électoral représentatif soi-disant démocratique n'est qu'un leurre. Communistes ou pas, cela se passe ainsi dans la quasi totalité des mairies de France, d'où la valse des colistiers à chaque élection municipale! Il y a urgence à ce que les citoyens et les citoyennes prennent en mains leurs destinées et ne délèguent plus leur pouvoir. Seul, le peuple est à même de trouver d'autres façons de gérer la chose publique en supprimant le système centralisateur qui permet le diktat d'une infime minorité et en permettant aux citoyens et aux citoyennes qui le souhaiteront de s'occuper eux-mêmes de leur destinée. Nous n'avons pas besoin de tuteurs et encore moins de tueurs!

Droit d'I.V.G. menacé

LA COUR DE CASSATION vient de franchir un nouveau cap. Désormais, tout fœtus mortné, quel que soit son niveau de développement pourra être déclaré à l'État civil. Une mesure qui réjouit les associations « provie » et leur donne des ailes, pour leur combat contre l'IVG. Cette reconnaissance d'un statut pour le fœtus était l'un de leur plus vieux combat du style: « Tout ce qui tombe du ciel est béni ». Au niveau européen, les pro-vies se déchaînent également. Face à la montée en puissance de leurs associations, l'Initiative féministe européenne (IFE) lance un appel pour la reconnaissance, dans tous les pays, du droit imprescriptible des femmes à disposer de leur corps. La défense de l'avortement et de la contraception est plus que jamais d'actualité.

Quand le fœtus accède à l'identité

Jusqu'à aujourd'hui, ce n'était pas la naissance, mais la viabilité de l'embryon qui faisait l'enfant: ce dernier devait atteindre l'âge de 5 mois et peser au moins 500 grammes pour exister légalement. Les arrêts de la Cour de cassation donnent désormais au fœtus non viable, une identité: le droit d'être enregistré sous son prénom et le droit d'être inhumé. Si cette décision peut réjouir quelques mères qui ont perdu un « embryon » et leur faire bénéficier d'un congé maternité, pourquoi pas? Cela pose néanmoins un certain nombre de questions plus embarrassantes, sur le plan juridique et social. Si d'autres arrêts, portés également par le lobby « pro-vie » ont dernièrement été écartés de la législation, comme l'incrimination d'homicide dans le cas de décès in utero en cas d'accident de la route ou médical, les associations féministes et « prochoix » redoutent, à terme, que la nouvelle reconnaissance du fœtus ne provoque un retour des discussions au sujet de l'IVG. En effet, si on enlève la limite d'âge de 5 mois, pour qu'un fœtus né sans vie à la suite d'un accouchement soit inscrit sur le registre de l'état civil, il est fort probable que le droit de pouvoir avorter jusqu'à la limite de douze semaines soit bientôt remis en question, par ces mêmes militants anti-IVG, dont nombre d'entre eux ont, grâce à l'entrée de Christine Boutin et consorts au gouvernement, à présent pignon sur les assemblées. C'est ce dont rêvent déjà debout, les associations pro-vie: SOS-mamans et l'Alliance pour les droits de

Kif-kif, partout

On assiste à un fort recul dans le monde entier, des droits sociaux et en Europe à une

restriction au droit à l'avortement ou à son interdiction pure et simple, en Pologne, en Irlande, à Chypre, Malte, en Andorre et en Lituanie. Dans les pays où des fortes pressions religieuses existent, comme en Espagne, au Portugal et en Italie, ce droit reste précaire. En France, les « pro-vie » ne manquent pas non plus de soutiens dans le gouvernement (suivez mon regard et vous tomberez sur la Boutin et toute sa clique). C'est pourquoi l'Initiative féministe européenne pour une autre Europe (IFE) et Alicja Tysiak - une jeune Polonaise persécutée pour avoir avorté et condamnée en première instance, puis en appel - lancent un appel pour la reconnaissance, dans tous les pays, du droit imprescriptible des femmes à disposer de leur corps, du droit à l'information, à la contraception, à l'avortement libre et gratuit. Cette action était, au départ focalisée sur les pays qui n'avaient pas le droit à l'avortement, mais devant l'augmentation des atteintes au droit des femmes - avec les tentatives de criminalisation du droit à l'avortement en Lituanie, en Slovaquie, en ' Macédoine, les pressions du Vatican et des élus de droite en Espagne - la démarche a été élargie, d'autant plus que le texte des parlementaires européens pour le droit à l'avortement est resté, jusqu'à ce jour, sans

Et nous, on fait quoi?

Dans ce climat de retour à l'ordre moral, les femmes sont une fois de plus en première ligne, premières victimes du capitalisme, du patriarcat et du poids des Églises, qui se frayent un chemin royal dans le désinvestissement des États à jouer leur rôle social et qui se laissent doucement et sûrement envahir par les institutions religieuses des plus « softs » aux plus radicales et fondamentalistes. La Suède, à l'origine de cette campagne a déjà rassemblé plus de 100000 signatures sur la pétition ife@efieuropa.org.

Bien sûr, les anarchistes n'auront de cesse de décliner sur tous les tons qu'une pétition ne fait pas le printemps et que la défense de nos libertés fondamentales a toutes les chances de se perdre en route, dans les longs chemins creux et les couloirs sans fin des institutions européennes, mais une telle démarche n'empêche en rien de nous remobiliser, afin d'être de nouveau présents, partout, où les « pro-vies » se manifestent...

Patrick Schindler

gr. Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Big Pharma à l'assaut de nos cerveaux

le marché des médicaments psychotropes.

Moriel



LA MISE AU POINT des médicaments psychotropes, au cours des années 1950, a indéniablement représenté un progrès dans la prise en charge de la maladie mentale: jusqu'alors, pour les malades les plus lourdement atteints (psychoses chroniques, délires, mélancolies), le traitement consistait principalement en internement et thérapie de choc. Le paradigme inauguré par Claude Bernard, un organe = une fonction, donc une maladie = un traitement = la guérison, qui avait permis les progrès de la médecine somatique et de la chirurgie, allait, pensait-on, révolutionner la psychiatrie, vue dés lors sous l'angle de la biochimie cérébrale. Quel est le bilan aujourd'hui de cette « révolution »?

Des enquêtes épidémiologiques et statistiques révèlent a contrario une détérioration de la prise en charge des patients: augmentation du taux d'internements forcés, du taux de suicides chez les patients schizophrènes et de la mortalité générale des patients atteints de pathologies psychiatriques sévères². D'autres études ont montré que la population carcérale est constituée pour une large part de personnes atteintes de maladies mentales, qui se retrouvent en prison alors que leur place devrait être dans des structures de soins adaptées qui n'existent pas, ou plus, résultats d'années de déstructuration de la psychiatrie institutionnelle et de fermeture de lits d'hospitalisation. Dans le même temps, la prescription et la consommation de produits psychotropes (antidépresseurs, anxiolytiques, neuroleptiques) ont explosé. Serait-ce que les conditions d'existence sont devenues si déplorables, si insupportables à nos contemporains? Ou bien ces nouvelles drogues viennent-elles en substitution d'anciennes drogues moins bien adaptées à nos nouveaux modes de consommation hyperindividualistes « hédonistes »? La compétition générale, la peur de ne pas être efficace et à la hauteur, la perte de l'estime de soi et des capacités d'empathie sociale ainsi que l'atomisation des individus qui caractérisent la société capitaliste marchande, génératrice d'angoisse et de frustration expliquent en partie cette situation: pour continuer à jouer le jeu, de plus en plus de personnes font appel aux béquilles chimiques, et se retrouvent « accros » à la boîte à pharmacie. Mais s'il y a des « accros », c'est qu'il y a des dealers! C'est le marché des psychotropes, le souk au produit miracle qui fait voir la vie en rose, et fait prendre les vessies pour des lanternes.

Au cours des 40 dernières années, la psychiatrie, en particulier sa partie psycho pharmacologique, s'est dotée d'un appareillage conceptuel basé sur la chimie du cerveau, où les relations entres les terminaisons nerveuses, assurées par des neurotransmetteurs, ont pris le dessus sur les relations entre soignants et soignés, qui elles sont portées par la parole. Cela bien sûr, au détriment de la prise en charge pluridisciplinaire, qui à côté de la thérapie par la chimie associe l'accompagnement au long cours du patient dans son évolution. Cette notion de neurotransmetteurs impliqués dans la maladie mentale, qui est peut-être intéressante, ne résume pas à elle seule la maladie, loin de la (réductionnisme!), va servir de base au développement et à l'essor de la psycho pharmacie, essor financier et boursier s'entend!

A cet égard, le cas des antidépresseurs est exemplaire. Au début des années 1990, une grande compagnie pharmaceutique met au point une nouvelle molécule, pionnière d'une nouvelle classe de médicaments de la dépression appelés « inhibiteurs de la recapture de la sérotonine ». Elle est alors habilement présentée comme la panacée, la pilule du bonheur, censée rétablir en quelques semaines l'humeur des dépressifs les plus sévèrement atteints. Grâce a une habile campagne de presse, publicité déguisée, et à un matraquage marketing intense des médecins prescripteurs, c'est un succès... financier: le retour sur investissement est énorme, historique! Mais qu'en est-il réellement pour les patients? Tout d'abord, les études scientifiques les plus sérieuses ont montrés que seuls 50 % des patients vraiment dépressifs traités connaissaient une amélioration significative de leur état, résultat d'autant plus médiocre si on le compare avec les 40 % d'amélioration sous placebo3. Plus grave, ces médicaments sont prescrits le plus souvent à des patients qui présentent un état de tristesse passagère, un coup de blues ou qui demandent un remontant à leur médecin, alors que de nombreux patients réellement déprimés ne bénéficient d'aucun traitement. Soumis au forcing publicitaire des firmes, contraints de faire du « chiffre » par leur mode de rémunération, peu et mal formés à la prise en charge psychologique, les médecins généralistes sont devenus malgré eux, mais aussi par manque de discernement, les principaux alliés de Big Pharma dans sa conquête de parts de marché.

Les procédures de mise sur le marché d'un nouveau médicament sont complexes. Le fabricant doit apporter les preuves de son innocuité et de son efficacité, à l'aide d'essais aux modalités standardisés et scientifiquement validés: or ces procédures sont longues et très coûteuses, et les conclusion parfois négatives. Aussi, les industriels n'hésitent pas à arranger la présentation des résultats d'études dans le sens qui favorise l'autorisation de commercialisation. Des scandales récents, mettant en lumière ces pratiques ont récemment attiré l'attention des médias: des médicaments ont été retirés après que des effets secondaires graves sont survenus, effets qui avait été détectés lors des essais préliminaires, mais dissimulés aux autorités de contrôle, lesquelles autorités ne sont pas exemptes de reproches quant à leurs modes de fonctionnement et aux influences lobbyistes auxquelles elles sont soumises. Afin d'accroître les chiffres de vente, et de pallier à l'absence d'innovation thérapeutique, les firmes étendent les indications des médicaments: tel médicament, initialement destiné au traitement de la dépression, se trouve doté de propriété anxiolytique, puis est efficace dans la phobie sociale ou dans le syndrome du stress post-traumatique: on ne traite plus une maladie mais un trouble du comportement. La médicalisation des faits existentiels conduit à ces aberrations, coûteuses pour la collectivité, et dangereuses pour les patients, car ces drogues ont des effets secondaires notables, dont la dépendance n'est pas le moindre! Parmi ces effets secondaires, on a mis en évidence les risques suicidaires accrus chez les enfants et les adolescents sous antidépresseurs, et des risques cardiaques avec les traitements pour le syndrome d'hyperactivité, avec même des cas d'arrêt cardiaque. On va jusqu'à inventer des pathologies: le syndrome d'hyperactivité associé au trouble de l'attention chez l'enfant en est un exemple caricatural: des critères cliniques larges et flous, une culpabilisation des parents et des «campagnes d'information » auprès du corps enseignant et hop! toute une génération d'enfants turbulents sous médicament. Cette approche a été baptisé « façonnage de maladies » (en anglais disease-mongering): en décembre 2007, des affiches étaient placardées dans les rues de New York sur lesquelles ont pouvait lire le message suivant: » sans suivi médical et traitement, votre enfant sera un otage de sa maladie psychiatrique »! Selon les promoteurs de cette campagne, discrètement financés par les laboratoires pharmaceutiques, 20 % des enfants états-uniens seraient atteints de troubles psychiatriques! Des chercheurs en marketing s'activent pour transformer des situations banales en maladie à traiter par médicament: l'impuissance est devenue trouble érectile, la timidité s'appelle désormais phobie sociale, et ainsi on trouve des milliers de personnes, qui jusque là présentaient un symptôme gênant, transformés en malades. Plus dramatique, et toujours aux États-Unis, où

une campagne pour la détection de la maladie bipolaire⁴ chez les enfants bat son plein, une petite fille de 4 ans est décédée après avoir été traitée pendant 2 ans par 3 drogues psycho actives pour cette « maladie ».

L'approche exclusivement biochimique des maladies mentales, supportée par l'industrie pharmaceutique, et dont les fondements scientifiques sont encore très largement discutés, associée aux visées mercantiles et strictement financières des firmes a conduit à cette situation de déshumanisation de la médecine psychiatrique. Et on arrive à cette situation où voit des patients réellement malades mal soignés ou laissés sans soins car démunis et des personnes qui pourraient se passer de médicaments être l'objet des attentions intéressées de Big Pharma. La psychiatrie est désorganisée par le manque de personnel et de places d'accueil, des situations d'urgence de plus en plus fréquentes (tentatives de suicide, délires, agitations ou prostrations) auxquelles les réponses au coup par coup restent insuffisantes. Les approches pluridisciplinaires, replaçant le patient dans son contexte social et culturel, en position de sujet et non d'objet sont délaissées car non rentables; des enfants sont gavés de drogues au lieu d'être écoutés et accompagnés par des adultes responsables et aimants. Avoir du chagrin, être triste, timide, turbulent en classe, passer par des moments de fatigue existentielle ça n'est pas être malade, c'est être vivant. Si la chimie peut parfois être utile, elle ne saurait remplacer la parole et l'écoute empathique, seules à même d'aider l'individu a se rétablir dans son humanité et sa complexité d'être social.

La rédaction de cet article s'inspire du compte rendu de la conférence « Le marché des psychotropes, histoire d'une dérive », publiée le 17 janvier 2008 sur le site Internet de la revue médicale Prescrire, une des rares revues médicales de haut niveau indépendante des laboratoire pharmaceutique et uniquement financée par ses abonnés.

Les idées abordées ici seront reprises et développées au cours d'une prochaine émission de « La santé dans tous ses États », qui est diffusée tout les 3º lundi du mois à 18 heures sur Radio Libertaire (89,4 MHz et internet).



^{1 :} La mélancolie, littéralement « bile noire », est la forme la plus grave de la dépression

^{2:} D'après une étude menée au Pays de Galles mais dont les conclusions sont valables pour l'ensemble des pays industrialisés

^{3:} Un placebo est une substance inerte dépourvu de propriété pharmacologique intrinsèque, qui s'il est prescrit comme un médicament chez un patient ignorant l'absence de substance active va entraîner des modifications positives, mais transitoires, sur les symptômes.

^{4:} La maladie bipolaire: alternance de phases de dépression et d'excitations motrices et psychiques à type de délire d'exaltation et de toutes puissances; l'existence de cette maladie chez l'enfant est jusqu'à présent très douteuse.

Réflexions autour du Nou

IL Y A EU LA CHUTE DU MUR de Berlin et l'évanouissement des régimes communistes, il y a eu les chutes des tours à New York et le début de la guerre en Irak, tout cela sur fond de mondialisation et d'échec du marxisme-léninisme. En même temps, il y a eu l'émergence de manifestations géantes autour des G8, de mouvements sociaux revendicatifs, ouvriers ou étudiants, et même de luttes sociétales. Tous, sous des formes apparemment différentes, ont mis en œuvre des pratiques que l'on peut décrire comme libertaires à un moment ou à un autre, c'est-à-dire privilégiant l'auto-organisation et l'action directe. Si cette évolution réjouit les anarchistes, elle ouvre l'appétit à bien des généraux en mal de troupes.

Une place de libre à gauche

L'arrivée de Sarkozy au pouvoir a fait éclater une gauche qui ne s'était pas relevée de sa disqualification à la présidentielle de 2002, ni de son désarroi devant le référendum sur le Traité constitutionnel européen. La présidentielle de 2007, avec le « hold-up » de Royal sur le Parti socialiste, a fait éclater les structures politiques encore en place. L'appétit sarkozien assumé pour un pouvoir tous azimuts et le succès de sa tactique de débauchage ont eu pour conséquence de faire apparaître les organisations de gauche pour ce qu'elles étaient: des écuries de prétendants au pouvoir et seulement à cela.

Elles sont toutes en faillite. Elles ne sont pas discréditées par leur incapacité de gérer le pays, mais par l'absence totale de différence fondamentale entre leur programme et le tsarkozisme.

Le seul message que le PS et le PC comme les Verts sont désormais capables d'émettre est le suivant: « Gardons nos places à défaut d'en conquérir d'autres. » Il n'y a plus de programme politique, si tant est qu'il y en ait en un

Une place traditionnelle, celle que l'on nomme « tribunicienne », longuement occupée par le PC dans le passé, est donc à prendre. Ce rôle est tenu aujourd'hui par la Ligue communiste révolutionnaire. Jamais elle n'a été aussi importante et avec autant de personnes capables de tenir des débats. Jamais un leader trotskiste n'a été aussi haut dans les sondages: Besancenot est actuellement la principale personnalité de gauche à passer dans les médias bourgeois; il est dans ce contexte le politicien le plus féroce contre Sarkozy.

La caractéristique fondamentale de la Ligue, c'est, à défaut d'être une organisation nouvelle, de rassembler un grand nombre de jeunes gens représentatifs d'une société où la classe ouvrière s'est diluée dans une multitude de sous-divisions sociologiques. Elle est en train de créer une « nouvelle orga »: le Nouveau Parti anticapitaliste pour affirmer cette image « jeune », « récente ». C'est l'une des clés de son succès.

Elle devient de fait la référence visible pour tous ceux qui, venant du mouvement contre le CPE ou bien contre le référendum européen ou encore des grèves sans débouchés, cherchent une issue « constructive ».

Un nouveau parti?

Le PS n'offrant plus de perspective transformatrice de la société, la LCR pense avoir un créneau dans la recomposition de la gauche: celui délaissé par un PC toujours en crise. Cette vision traditionnelle de la classe politique et une pratique autoritaire au sein de l'organisation sont en fait les seuls restes de sa référence au trotskisme.

Pour le reste, elle vise à présenter un visage rénové à un public jeune qui n'a plus les références idéologiques des « anciens ». Les conséquences idéologiques sont la dilution de la contestation dans la référence « 100 % à gauche »; ce faisant, la LCR espère capter ceux et celles qui sont révoltés sans références idéologiques nettes. Dans ce cadre, le mot « libertaire » a la même fonction que « féministe » ou « écologiste »: il vise d'abord à rassembler autour du parti des pratiques qui existent de fait dans la société.

Dans ce contexte, nous ne pouvons pas ignorer les appels du pied répétés de Besancenot vers les anarchistes: ils sont évidents, et souvent explicites. La mise en avant de ses propres références libertaires, culturelles ou politiques (Louise Michel, les Bérurier noir, etc.) s'accompagne de nets clins d'oeil idéologiques. Il affirme ainsi la dimension individualiste comme déterminante dans sa propre réflexion; Philippe Corcuff, qui est un des membres idéologiquement influents de la LCR aujourd'hui, ne cesse de mettre en avant l'héritage de Proudhon. Cela n'empêche pas la LCR de se référer aussi au Che, icône mondiale du modèle révolutionnaire. En oubliant de mentionner ses crimes, commis autant contre le peuple cubain que contre tous les autres révolutionnaires, dont les anarchistes.

Pour créer cette nouvelle organisation, les dirigeants de la LCR n'ont pas hésité à solliciter Alternative libertaire qui s'en est tirée par une pirouette: d'accord pour créer un parti anticapitaliste mais non à l'électoralisme.



veau parti anticapitaliste



Penser que cela pourrait être une opération sans lendemain serait ne pas voir la réalité.

Cette démarche doit nous alerter. L'objectif de créer un « parti révolutionnaire » qui serait un creuset de toutes les sensibilités révolutionnaires, du marxisme à l'anarchisme, n'est pas nouveau. Ces rassemblements ne se sont guère soldés par des réussites jusqu'à maintenant, même si les raisons des échecs sont diverses. En revanche, ils se sont toujours accompagnés de la neutralisation et de l'affaiblissement des forces libertaires au bénéfice des autoritaires.

Eux et nous

S'il peut sembler exclu de voir ce NPA participer un jour au pouvoir national, rappelonsnous pourtant la participation formelle de la LCR aux pouvoirs régionaux. Malgré cela, on peut s'attendre à ce que le slogan « Autogestion! » redevienne d'actualité, de la même façon que les revendications écologistes sont devenues des mots d'ordre du capitalisme moderne. En effet, comment le capital ne souhaiterait-il pas avoir des ouvriers, des techniciens et des employés qui assumeraient volontairement sa loi d'airain? Quand Philippe Corcuff cite Proudhon, il le fait dans le cadre d'un concept politique qu'il baptise du nom de « social-démocratie libertaire ».

Quand Daniel Bensaïd, autre mentor de la LCR, critique les positions de John Holloway, il dénonce en fait les conceptions antiétatistes libertaires. Il les qualifie de « fétichisme » ou « d'illusion symétrique » au socialisme étatique et dont « les ultimes conséquence seraient ce paradoxe libertaire de l'individualité absolue dressée contre « la tyrannie de l'entraide » et contre toute forme d'organisation collective ».

On touche alors du doigt ce qui fait notre singularité. Nous ne sommes pas uniquement anticapitalistes ou antifascistes ou anti quoi que ce soit, nous sommes anarchistes! Si nous nous élevons contre l'exploitation économique, nous n'oublions pas non plus de dénoncer la domination étatique. Nous ne sommes pas naïfs au point de croire qu'il suffirait de ne plus avoir de patrons pour ne plus avoir d'État. Car, au fond, ce que pensent ces nouveaux généraux en quête d'armée, c'est qu'il faut conquérir l'État pour se défaire du capitalisme. C'est le retour de la vieille illusion qui, de Lénine à Mitterrand en passant par Castro ou Chavez, n'en finit pas d'accumuler les démentis et, plus grave, de discréditer l'idée même d'un changement social.

Nous sommes d'accord avec les dirigeants de ce futur parti : la conquête de l'État nécessite

une organisation structurée efficace et disciplinée! Mais ce sera sans nous. Les anarchistes ont payé par le passé un trop lourd tribut à ce genre de conception pour s'y fourvoyer.

Les divergences entre la LCR et les anarchistes ne sont donc pas seulement idéologiques; elles se retrouvent dans les finalités mêmes des combats où nous sommes souvent amenés à côtoyer les militants trotskistes. Notre démarche y est résolument tournée vers l'autonomie des individus et l'autogestion des mouvements sociaux en lutte. Nous ne voulons pas de parti qui parle et agit en notre nom, pour mieux institutionnaliser nos aspirations, dans des mécanismes dont la seule fonction est de gérer l'intolérable capitaliste et étatique. En outre, nous savons le prix des trahisons et des renoncements politiques autant que syndicaux. C'est bien pour cela aussi que les stratégies de prise de pouvoir nous laissent froids, car l'essentiel est ailleurs: il est de réhabiliter l'idée, le projet et les pratiques révolutionnaires, de faire naître et durer les oppositions aux capitalistes et aux gestionnaires de l'État et de ses rouages, de fédérer les secteurs de la société qui sont en lutte, à partir de modalités porteuses d'émancipation individuelle et collective, pour aujourd'hui et pour demain. Et, surtout, loin des écuries électorales.

En conclusion

Nous pensons que la rupture ne peut arriver que par l'auto-organisation des luttes. Pour cela, il faut chercher et construire des alternatives autogestionnaires. Celles-ci doivent être anticapitalistes et tendre à nous émanciper des tutelles institutionnelles qui, sous le manteau de la social-démocratie, participent à la gestion d'un système qui ne profite qu'aux puissants et à leurs complices. Les anarchistes ont été et sont toujours acteurs de ces alternatives dans les champs syndical, culturel, pédagogique, féministe, associatif, écologique. Nous continuerons à rencontrer dans ces diverses luttes des militants du futur NPA - s'il voit le jour quand ils ne seront pas, malheureusement, accaparés par des tâches politiciennes. Et si nous ne devons pas faire l'économie d'un examen critique de nos cultures, de nos organisations, de nos pratiques, de nos partenariats, etc., il est certain que nous ne gaspillerons pas nos efforts à construire le NPA.

> Daniel (Nîmes), François (Rennes), Guy (Paris), Pierre (Strasbourg)

Afghanistan

le mythe de la bonne guerre

Francis Dupuis-Déri



Francis Dupuis-Déri est professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal et auteur du livre L'Éthique du vampire: de la guerre en Afghanistan et quelques horreurs du temps présent (Lux éditeur, 2007) et de Les Black Blocs: Quand la liberté et l'égalité se manifestent, Lyon Atelier de création libertaire, 2005.

« Nous avons frappé à plusieurs portes. Certaines se sont ouvertes, dont celle de la France ». Voilà ce qu'a déclaré le ministre canadien de la défense Peter MacKay, lors d'une réunion de l'Otan en Lituanie au début du mois de février. C'est que le gouvernement du Parti conservateur du Canada cherche désespérément un partenaire prêt à dépêcher un millier de soldats dans la zone de combat de Kandahar, au Sud de l'Afghanistan, ou 2500 soldats canadiens cassent du taliban depuis quelques années. Cet engagement militaire du Canada est devenu un enjeu très important de la vie politique canadienne; en fait, la guerre en Afghanistan fait les manchettes presque tous les jours dans les grands quotidiens et aux nouvelles télévisées. Des partis d'opposition font pression pour un retrait rapide de l'armée canadienne des zones de combats, ou plus simplement de l'Afghanistan. Environ 70 % de la population du Québec est contre cet engagement militaire. Pour sauver du temps, le gouvernement a formé une commission qui a récemment déposé un rapport qui évaluait que l'Otan devait dépêcher des renforts pour que la présence militaire canadienne se poursuive de manière « efficace ». Il semble que la France soit sur le point de se laisser convaincre; il semble même que le président Sarkozy ait déjà accepté de déployer environ 700 soldats dans la région de Kandahar et des rumeurs laissent prévoir une annonce officielle de Paris en avril, au sommet de l'Otan à Bucarest.

A priori, il semble qu'il s'agit là d'une très bonne nouvelle, puisque la guerre en Afghanistan est présentée comme une bonne guerre, menée au service d'un régime démocratique et au nom de l'émancipation des femmes et de l'éducation des enfants. C'est ce que répètent les politiciens, plusieurs experts, des éditorialistes et des intellectuels chantres des droits de la personne. Mais une autre vérité a lentement fait jour au fil des débats au Canada. Des rapports de groupes de défense des droits de la personne et de centres de recherche indépendants, de même que des documents internes du gouvernement canadien, révèlent une situation bien plus trouble.

Premièrement, il semble maintenant établi que la décision de s'engager dans cette guerre en octobre 2001 n'avait aucun lien avec un désir quelconque d'établir la démocratie en Afghanistan ou d'y émanciper les femmes et d'y éduquer les enfants. En fait, ce sont des

officiers de l'armée canadienne qui ont encouragé les dirigeants politiques à s'engager aux côtés de l'armée des États-Unis. Les discours justificateurs évoquant la démocratie, les femmes et les enfants n'ont été concoctés que par la suite, parfois même avec l'aide d'agences de marketing (comme la firme Strategic Councel, qui a remis au printemps 2007 un plan de communication au ministère des affaires étrangères).

Un retour sur les discours des années 1980 est fascinant. À l'époque, le gouvernement de Kaboul avait appelé l'URSS a la rescousse et l'Armée rouge était entrée en Afghanistan en prétendant vouloir y défendre les droits du peuple et des petits paysans, et surtout ceux des femmes émancipées par le régime marxiste, face à une insurrection de fondamentalistes islamistes. Telle était la rhétorique soviétique. Il est pourtant évident que l'URSS était engagée en Afghanistan par volonté de puissance. Pour leur part, les insurgés étaient identifiés en Occident comme de valeureux et romantiques « combattants de la liberté », fièrement armés par les États-Unis avec des missiles antiaériens (les Stigner) et par la France avec des missiles antichars (les Milan). Vingt ans plus tard, les troupes de l'Otan ne seraient pas en Afghanistan pour répondre à une volonté de puissance, mais pour défendre de belles et bonnes valeurs universelles, les troupes de l'Otan n'affronteraient pas des combattants de la liberté, mais chasseraient plutôt des talibans et des terroristes... Étrange paradoxe!

Quant au gouvernement du président Hamid Karzai et au parlement, des études révèlent les unes après les autres qu'ils sont composés d'un très grand nombre (70 % selon Human Rights Watch) de trafiquants d'opium et de criminels de guerre, dont les milices auraient commis des massacres, de la torture et des viols de masse. Cela dit, ils ne peuvent plus être tenus juridiquement responsables puisque que le parlement a voté une (auto) amnistie pour tous les crimes de guerre menés depuis la fin des années 1970. Les exactions se poursuivent toutefois: des ministres et des gouverneurs commandent des miliciens plus ou moins officiels qui assassinent, torturent, taxent, pillent et violent en toute impunité. Des prisonniers condamnés à mort sont fusillés; d'autres torturés, de l'aveu même du président Karzai. Des femmes sont en prison pour avoir simplement quitté le

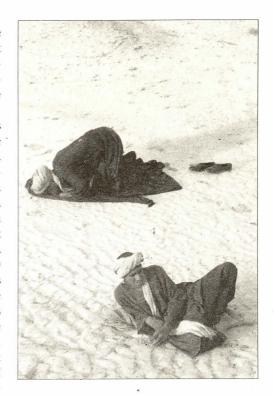
domicile conjugal sans la permission du mari. En fait, la situation des femmes s'est tellement dégradée que les cas de suicides par le feu se comptent par dizaines et sont en augmentation constante d'année après année.

Les armées occidentales - plus de trente pays - sont donc déployées en Afghanistan pour défendre un régime brutal et autoritaire, dont le mode de fonctionnement n'a rien a envié à de nombreuses dictatures. Selon des sondages effectués dans le Sud et l'Est du pays, plusieurs Afghans n'attendent rien du gouvernement central de Kaboul. Il n'évoque à leur esprit que l'armée et la police. Et les talibans? Voilà l'argument massue: les troupes de l'Otan ne peuvent quitter le pays, sinon la situation va s'aggraver et les talibans vont revenir. Il y a là un risque, en effet. Il faut toutefois rappeler que les États-Unis, avec le Pakistan et l'Arabie Saoudite, ont contribué à coût de milliards de dollars à former et armer les milices les plus fondamentalistes dans les années 1980. Les dirigeants des États-Unis ont entretenus des liens de sympathie avec les talibans jusqu'à la fin des années 1990, et des dirigeants talibans ont été reçus officiellement à Paris quelques mois avant le 11 septembre 2001. Les États-Unis ont également allongés, voici quelques mois, environ 20 milliards de dollars en aide militaire à l'Arabie Saoudite, un pays dirigé par des fondamentalistes religieux, ou les femmes n'ont pas de droits, et les hommes très peu (il n'y a pas de partis d'opposition, ni de parlement).

Au-delà de l'hypocrisie de nos élites face à l'islam ultraorthodoxe, il convient peut-être de s'inquiéter tout de même d'un retour des talibans. Or ceux-ci, défaits en 2001, ne constituent aujourd'hui qu'une force minoritaire dans la nébuleuse de la résistance afghane, et plusieurs d'entre eux ont choisi de concentrer leurs énergies au Pakistan. La résistance est aussi composée, bien évidemment, de milices liées à la production et au commerce de l'opium, mais aussi de groupes qui cherchent à préserver l'autonomie de leur région ou de leur village ou souvent à venger des proches et des parents tués lors d'opérations et de bombardements de l'Otan. Car depuis 2001, c'est plus de 30000 morts qu'a provoqués la guerre civile dans laquelle les soldats de l'Otan sont impliqués - sans compter les dizaines de milliers de réfugiés fuyant les combats. Enfin, plusieurs insurgés se sont simplement mobilisés pour toucher la solde. La République islamique d'Afghanistan - c'est le nom officiel du pays aujourd'hui - est l'un des plus pauvre pays du monde. Les soldats de l'Otan tuent le plus souvent des pauvres poussés dans la guerre par la misère. Cette guerre est d'ailleurs plus rentable pour certains que pour d'autres. Au Canada, ou les élites politiques répètent depuis les années 1980 qu'il faut réduire les dépenses publiques, c'est environ 30 milliards de dollars qui ont été octroyés en fonds publics à des entreprises d'armement depuis quelques années, l'engagement en Afghanistan agissant comme une justification à ce gaspillage. Le chef d'État major de l'armée c'est même réjouit publiquement, affirmant en toute candeur que l'armée n'a pas été aussi choyée en terme de budget depuis 30 ans.

Mais des politiciens, éditorialistes et autres « experts » militaristes préfèrent déclarer que l'armée canadienne est en Afghanistan pour la paix, rappelant sans le vouloir le slogan ironique de Georges Orwell, « La guerre, c'est la paix ». Le premier ministre du Québec a même affirmé que l'armée est « le bras du pacifisme québécois »! Et les médias traitent les soldats avec une grande complaisance. À l'occasion du départ à l'été 2007 de 2500 militaires du Québec vers l'Afghanistan, les journaux ont présenté des portraits de dizaines de ces soldats qui tous seraient des conjoints attentionné et de bons pères de famille, aimant le plein air et dotés d'un bon sens de l'humour. À l'occasion de la Saint Valentin, le 14 février 2008, le journal Le Soleil de la ville de Québec publiait une cinquantaine de messages d'amour signés par des soldats basés à Kandahar. Ces tactiques médiatiques ont bien sûr des effets idéologiques, soit de développer dans l'esprit et le cœur de l'opinion publique de l'empathie pour ces sympathiques soldats aimant, affectueux et romantiques. On cherchera évidemment en vain dans les médias canadiens des portraits similaires de rebelles et résistants afghans - il doit pourtant bien y en avoir quelques-uns qui ont le sens de l'humour et qui sont des amoureux attentionnés?

Au final, cette guerre est tout ce qu'il y a de plus banal: des armées de puissances étrangères soutiennent un régime autoritaire, qui fait face à diverses forces insurrectionnelles. Pour justifier une politique militariste et une volonté de puissance, de beaux et bons principes sont évoqués avec plus ou moins de cohérence et les ennemis sont présentés comme des barbares incarnant le mal absolu (aujourd'hui, l'islamisme). Au fil de cette guerre civile, des insurgés s'en prennent aux soldats étrangers, perçus comme des envahisseurs impérialistes. Ainsi, les troupes de l'Otan font parti du problème, pas de la solution. La dégradation de la situation sur le terrain n'a toutefois que peu d'importance pour les dirigeants en Occident. Des rapports et des études indiquent que les dirigeants canadiens calculent la valeur de l'engagement militaire en Afghanistan non pas en fonction des intérêts de la population afghane, mais des jeux diplomatiques avec les États-Unis et d'autres puissances occidentales. L'électorat canadien s'est ainsi fait expliqué qu'il ne fallait pas que l'armée canadienne se retire trop rapidement pour ne pas que le Canada perde sa crédibilité înternationale. Crédibilité aux yeux de qui? Parions que le président Sarkozy calcule lui aussi l'engagement militaire de la France en Afghanistan à l'aulne d'intérêts qui ont peu à voir avec ceux EDD. de la population afghane...





Un roman blême

Dans Le Monde de l'Édition littéraire, la littérature jeunesse connaît (au même titre que la bande dessinée) un succès tant en nombre de livres que de façon économique, qui fait pâlir d'envie n'importe quel autre genre littéraire. Sans doute culpabilisés de ne pas lire assez, les parents offrent des livres à leurs chères petites têtes blondes (?); les enseignants les utilisent en soutien à leurs cours (pas assez dans le secondaire), et les bibliothécaires, qui apprécient aussi bien les nouveautés graphiques que les textes en sont les grandes promotrices.

Donc, cette littérature jeunesse est un gros marché. Un gros marché trusté par de non moins grosses maisons d'édition (souvent à capitaux catholiques d'ailleurs) où il est dur pour des petits éditeurs d'y faire sa place, voire même d'y entrer. Aussi est-il utile de jeter un œil, lorsqu'un nouvel éditeur s'essaie à ce genre littéraire.

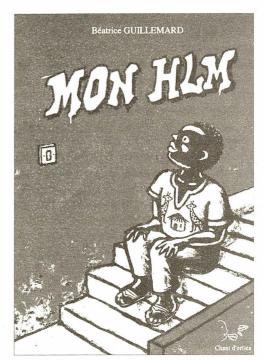
Les éditions Chant d'orties, pour leur deuxième livraison s'attellent donc à ce genre. Un genre pas si simple, parce qu'il n'est pas question, sous prétexte de s'adresser à la jeunesse, de faire du n'importe quoi, de faire dans le gnangnan ou les prendre de hauts.

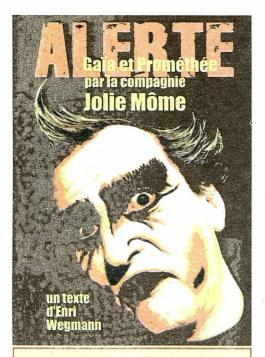
Dans Mon HLM, l'auteure a pris le contrepied de l'image véhiculée par les médias des HLM. Demba, jeune Africain, arrive en France avec sa mère pour rejoindre son père. Il quitte donc son village pour venir s'installer dans une HLM. Et pour Demba, il s'agit, à chaque étage gravi, de rencontrer les personnages qui seront ses voisins, les méchants comme les futurs amis. Par cette ascension, vers l'appartement où Demba va habiter et grandir, il va apprendre à vivre.

L'histoire est simple, mais loin des clichés sur la banlieue où on ne trouve que voitures et poubelles qui brûlent. Il y a aussi des êtres vivants.

Jean-Pierre Levaray

Mon HLM, de Béatrice Guillemard Illustrations: Zodanzo, Éditions Chant d'Orties, 8 euros





Représentations jusqu'au 3 mars 2008, les jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures.
Réservations au 0149983920
Tarifs 18 et 10 euros
Restauration et bar avant le spectacle
La Belle Etoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine – Saint-Denis (93210)
A quelques minutes du métro Portede-La-Chapelle. Par le bus 153: arrêt Eglise-de-La-Plaine

Une pièce qui vaut bien quelques piécettes

LES FINS DE MOIS sont difficiles pour beaucoup d'entre-nous? Oui certainement. Pourtant si quelques sesterces encombrent encore le fond de vos poches, un conseil, dirigez-vous sans tarder vers le théâtre de la Belle Etoile où la compagnie Jolie Môme offre ses dernières représentations de la pièce « Alerte! Gaïa et Prométhée », ainsi, tonnerre de Zeus, vous vous paierez les dieux de l'Olympe sans faire d'effort prométhéen.

L'adaptation contemporaine de l'oeuvre écrite par Eschyle, revisitée avec une maestria particulière par Henri Wegmann colle à l'actualité comme un gant.

Hermès, dieu du commerce manipule Prométhée pour étendre son empire, celui de tous les pilleurs et ravageurs de la planète, Gaïa, la Terre-Mère qui n'en finit pas de subir leurs outrages. Zeus éructe ou se perd en borborygmes, manifestant son impuissance. Héra, Rhéa, Adès, Poséidon et autres dieux issus de l'imagination incroyablement fertile des Anciens se meuvent comme autant de jouets déréglés, arpentant les chemins d'une histoire qui leur échappe complètement. Le Panthéon vibre et est saisi d'une agitation frénétique car il a conscience que le pouvoir lui file entre les doigts. Ce n'est plus Zeus qui enchaîne Prométhée, mais plus sûrement les Hermès et Adès contemporains, empressons-nous de le redire à nouveau.

Les acteurs de la compagnie Jolie Môme brûlent les planches et, dans une atmosphère qui alterne à la vitesse de l'éclair entre tragédie et comédie, nous offrent un spectacle qui amène notre réflexion à son plus haut point d'incandescence dans une bonne humeur contagieuse.

Les dieux sont mortels et Gaïa est bien malade, mais les remèdes pour la sauver et nous sauver par la même sont à portée de nos mains... tout comme le théâtre de la Belle Etoile est peut-êțre à deux pas de chez vous?!

Sami Chemin

Ne pas oublier notre histoire.

À propos du livre: Varian Fry, Livrer sur demande... (Quand les artistes, les dissidents et les Juifs fuyaient les nazis, Marseille, 1940-1941). 1

Notre histoire s'écrit à l'envers l'histoire officielle, conforme à ce que les puissants ont voulu qu'elle soit. Elle témoigne de la résistance que les peuples, parfois, les femmes et les hommes libres, toujours, ont opposée à leurs oppresseurs. Il est donc bien naturel que les dominants d'hier et d'aujourd'hui cherchent à effacer le souvenir de ces luttes et il est d'une importance vitale pour nous de le sauvegarder pour en tirer les leçons.

Livrer sur demande... raconte l'action menée d'août 1940 à septembre 1941 au Centre américain de secours à Marseille par Varian Fry, un journaliste new-yorkais qui aida les artistes, les dissidents et les Juifs à échapper aux camps de concentration.

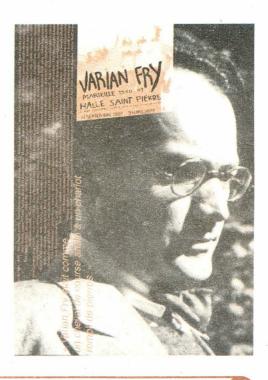
Comme tous les combats menés à contrecourant, cette histoire a été occultée parce qu'elle dérange. Elle jette une lumière crue sur le comportement cynique des futurs vainqueurs du Troisième Reich vis à vis des victimes du nazisme. En janvier 1933, il faut le rappeler, aucune puissance n'avait mal accueilli l'arrivée de Hitler au pouvoir. Ni les Britanniques et les Américains qui pensaient s'en faire un allié contre le bolchevisme, ni l'Italie fasciste, ni les dictatures qui pullulaient en Europe orientale. Ni même la France qui signa dés juillet le Pacte à quatre avec l'Allemagne nazie, l'Angleterre, et l'Italie. À l'est, l'URSS s'était engagé immédiatement dans une fructueuse coopération économique et militaire avec le Reich de Hitler, tandis que les militants communistes allemands tombaient par centaines sous les balles des SA et la hache du bourreau. Staline ayant ordonné de suspendre les attaques contre son nouveau partenaire, on ne trouve dans la presse soviétique de 1933 aucune trace des violences antisémites qui déferlaient alors sur l'Allemagne. Les devançant tous, le Vatican s'était précipité pour négocier un concordat avec l'auteur de Mein Kampf au mois de juin, en pleine terreur brune.

De nombreux intellectuels, artistes et militants de gauche allemands s'exilèrent dès les premières semaines du nouveau régime, bientôt suivis par de nombreux Juifs menacés et persécutés. Les États voisins du Reich ouvrirent leurs frontières, mais l'URSS, la « patrie du socialisme », ferma les siennes, sauf pour les dirigeants du parti communiste allemand (KPD) et les personnalités en vue. « Dans les frontières de l'Union soviétique vivent cent quatre-vingt millions d'êtres humains,

s'étonnait un militant communiste dans les colonnes de la revue d'extrême gauche Die neue Weltbühne. Et il n'y aurait pas de place, là, pour quelques milliers à qui on a négligé d'arracher la vie et la liberté au profit du fascisme? [...] Est-ce que les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne ont versé leur sang pour des chiffres d'exportation? Pour des statistiques? Dans tous les pays de la terre, les Juifs ont reçu leurs coreligionnaires... La France impérialiste a donné asile aux immigrants... La Pologne fasciste les a autorisés à rentrer chez elle... Est-ce donc que, devant les portes du capitalisme occidental, devant les palais des millionnaires... le réfugié sans abri aura plus de raisons d'espérer que devant les poteaux de frontière rouges de l'Union soviétique²? »

Le mouvement d'opinion le plus vigoureux contre les crimes nazis et pour la solidarité avec les exilés se trouvait aux États-Unis où les organisations de la communauté juive et de la gauche tentèrent d'organiser un boycott des produits allemands. Il est à noter que si les démocraties occidentales avaient appliqué un strict embargo sur l'Allemagne nazie dès les premiers actes de barbarie, la dictature hitlérienne, très vulnérable jusqu'en 1936, n'y aurait probablement pas résisté. Mais au contraire, toutes les puissances recherchèrent l'alliance de Hitler avant de lui offrir un triomphe aux jeux Olympiques de Berlin, un an après l'instauration des lois raciales dites « de Nuremberg » (1935).

Cinq ans plus tard, l'Allemagne avait conquis l'Autriche, la Tchécoslovaquie, partagé la Pologne avec l'URSS et vaincu la France. Staline, conformément aux clauses secrètes du pacte germano-soviétique, livrait par centaines à la Gestapo des Juifs, des socialistes, ainsi que les communistes qu'il supposait lui être hostiles.3 Der Spinne, l'araignée (c'est ainsi que les opposants allemands appelaient la croix gammée) étendait sa toile monstrueuse sur presque toute l'Europe. À l'ouest, coincée entre l'Italie fasciste et l'Espagne franquiste, la France de Pétain, ultime refuge pour les opposants pourchassés, s'enfonçait dans la collaboration. Après que la République ait interné les antifascistes de retour d'Espagne en janvier 1939, puis les opposants allemands en septembre, le régime de Vichy s'était engagé dans la convention d'armistice signée en juin 1940 à « livrer sur demande tous les ressortissants désignés par le gouvernement du Reich » et la police française s'y appliquait François Roux



avec le zèle qu'on lui connaît lorsqu'il s'agit de traquer les étrangers sans défense. Ce n'était qu'un début. En juin 1941, imitant les nazis et devançant leurs désirs, l'État français définit un « statut » des Juifs et entreprit de les recenser, indispensable prélude aux rafles et aux déportations.

Une fois de plus, les Juifs et les antinazis allemands devaient tout quitter pour fuir. Nombre d'intellectuels et d'artistes français (parmi lesquels une bonne partie des surréalistes) les suivirent sur le chemin de l'exil. Les dirigeants et les personnalités liées aux appareils politiques institutionnels bénéficièrent le plus souvent des réseaux de leurs organisations alors que toutes les portes se fermaient devant les rebelles, les dissidents, les minoritaires de la minorité. Toute une internationale de sans parti ni patrie échoua à Marseille, dernière issue vers l'Amérique, à l'endroit même d'où, deux ans plus tôt, Louis Mercier Vega et ses camarades rescapés de la guerre d'Espagne avaient entrepris leur Odyssée vers le Nouveau

C'est dans ce contexte angoissant que surgit Varian Fry, un jeune Américain qui s'était engagé dans l'aide aux exilés allemands après avoir vu en face la bête hideuse lors d'un pogrom en Allemagne en 1935. Fry arriva à Marseille avec la mission de prendre en charge deux cents artistes et intellectuels et orienta rapidement son action en direction des militants d'extrême gauche abandonnés de tous, tel Victor Serge qui disait: « Mon parti tout entier ayant été fusillé ou assassiné, je suis seul et bizarrement inquiétant. » En butte à l'hostilité des pétainistes et au peu d'empressement des États-Unis à accueillir la « racaille » rouge et noire, Fry dut également composer avec les haines implacables que la guerre d'Espagne avait exacerbées entre les organisations du mouvement ouvrier. Malgré tout, l'écrivain Jean Malaquais, l'un des insoumis qui fréquentait le Centre américain de secours, écrivait alors: « L'organisation de M. Fry semble être la seule lueur vive dans la nuit de ce drame. »

Dans Livrer sur demande..., Varian Fry raconte comment les volontaires de tous pays qui gravitaient autour de l'Emergency Rescue Committee parvinrent à faire évader plus de 2 000 personnes — parmi lesquelles quelques dizaines de grands noms de la culture — par des moyens légaux ou illégaux, avant que la police de Vichy ne l'expulse avec l'assentiment du gouvernement américain.

Les éditions Agone, qui ont déjà publié il y a quelques années l'Histoire populaire des États-Unis. ⁵, le livre-manifeste de « l'histoire vue d'en bas », s'attachent à tirer de l'oubli les témoignages de ceux qui résistèrent envers et contre tous. Après les chefs-d'œuvre de Louis Mercier Vega et de Georg Glaser ⁶, voici un nouveau texte « culte » présenté avec une exigence à la hauteur de son sujet. La préface de Charles Jacquier, limpide, replace l'aventure du Centre américain de secours dans son

contexte historique. Son auteur montre l'importance politique de l'organisation de sauvetage illégal mise sur pied par Varian Fry, « résistance d'avant la Résistance », loin de l'épisode folklorique réunissant le Who's Who de l'avant-garde artistique et intellectuelle européenne auquel on a voulu la réduire. Il explique aussi son importance culturelle, car l'exil de dizaines de créateurs européens cette année-là déplaça le centre de gravité de l'art moderne de l'autre côté de l'Atlantique.

Le cahier de photographies qui précède le récit de Varian Fry nous plonge dans l'ambiance des rues de Marseille au temps de la « zone libre » et dans le quotidien des héros de cette histoire, rue Grignan où le Comité avait ses bureaux et villa Air-Bel où se retrouvaient les candidats au départ. Voici un accrochage de toiles de Max Ernst et de Leonora Carrington dans un platane, pour une vente aux enchères de solidarité; Varian Fry en bras de chemise sert l'apéritif à ses amis fugitifs; puis voici Marcel Duchamp, debout sur la proue d'un bateau en partance pour New York. Enfin, un vieux cargo poussif quitte le port: à son bord André Breton et sa famille, Victor Serge et son fils, Wilfredo Lam, Claude-Lévi Strauss et Anna Seghers...

Comme toutes les résistances des individus ordinaires « face à la déraison d'État », celle de Varian Fry, reconnu depuis « Juste parmi les nations », a longtemps été ignorée. La France a attendu vingt-cinq ans pour lui décerner la légion d'honneur, quelques mois avant sa mort, quand Maurice Papon venait à peine de quitter la préfecture de police de Paris...

Fry ou Papon, il faut choisir son camp! Aux antinazis d'hier ont succédé les réfugiés d'aujourd'hui chassés de chez eux par la guerre, par la misère, et traqués chez nous par la même police omnipotente. À la suite de Varian Fry, continuons d'écrire l'histoire des solidarités qui ne connaissent pas de frontières.



Jean Gemähling (1912-2003), responsable officiel du CAS après l'expulsion de Varian Fry en septembre 1941. Il passe dans la clandestinité l'année suivante et devient chef du service de renseignement du mouvement de résistance « Combat ».

^{1,} Éditions Agone, coll. « Mémoires sociales », traduit de l'anglais par Édith Ochs, préface de Charles Jacquier, avant-propos d'Albert Hirschman, 2008, 416 p., 23?

^{2.} Cité par Simone Weil, in Écrits historiques et politiques, NRF/Gallimard, coll. « Espoir », 1960, p. 207.

^{3.} Plus de 1000 antinazis, principalement Allemands et Autrichiens, ont été livrés par Staline à Hitler entre 1939 et 1941. Des milliers d'autres ont été exécutés en URSS. Staline a fait assassiner plus de dirigeants du KPD que Hitler.

^{4.} Louis Mercier Vega, La chevauchée anonyme, Un attitude internationaliste devant la guerre (1939 - 1941), Agone, 2006.

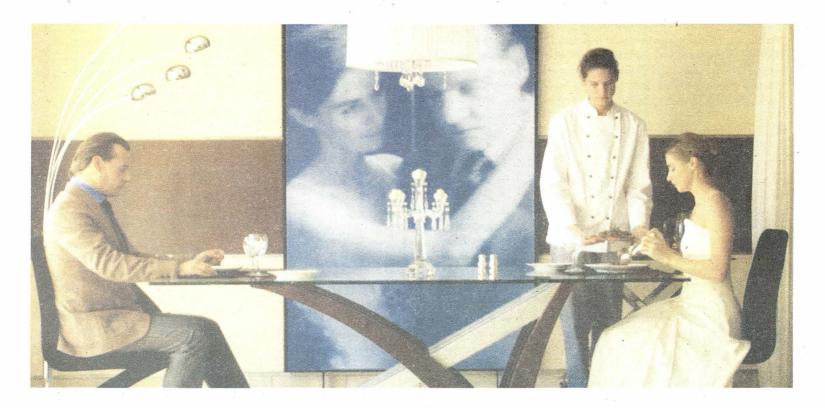
^{5.} Howard Zinn, Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours, Agone, 2002.

^{6.} Georg Glaser, Secret et violence, Chronique des années rouge et brun (1920 - 1945), Agone, 2005.

58° Festival International de Berlin, (7 au 17 février).

Cinéma, Politique et Musique

Heike Hurst



20000 ACCRÉDITÉS DE 125 PAYS dont 4200 journalistes, 430000 spectateurs dont 230000 tickets payants, 6000 billets de plus qu'en 2007, prouvent l'intérêt croissant pour cette manifestation qui fait partie avec Cannes et Venise des trois plus grands festivals du monde. On parie que personne n' a réussi à voir les 383 films proposés en 1256 projections. En tous cas: Cette année, c'était la fête: ouverture avec Shine the Light de Scorcese, un documentaire sur le pouvoir inégalé de sexagénaires en musiques... ou la déferlante des Rolling Stones, tsunami de rock stars à peine un peu fripés qui filaient de l'énergie à des milliers de personnes. Mettons à la poubelle les grincheux qui disaient que ce n'était pas réellement un film de Scorcese, mais un show de Mick Jagger... et alors? En clôture fut projeté une merveille de Michel Gondry, Be kind, rewind (rembobinez...) hommage aux pères du Jazz et au cinéma de Méliès. (Sortie le 5 mars, hélas, les autres films «musicaux» n'avaient pas autant d'attrait: Il y avait un film de Steven Sebring sur la rockeuse lyrique Patti Smith Dream of Life (Rêve de vie) et la première réalisation (ratée) de Madonna Filth and Wisdom au Panorama, le Forum présentait un document sur la culture Hip-Hop en Uganda Divisionz;

en Spéciales, une production de Bollywood Om Shanti Om et CNSY: Déjà vu, la tournée Freedom of speech de Crosby, Stills, Nash & Young avec la guerre d'Irak en arrière fond étaient projetés... De là, on passe directement dans le vif du sujet, la documentation? le documentaire? d'Errol Morris en compétition, construit autour des images de la prison d'Abou Ghraïb, obtint le Prix du Jury, mais son film Standard operating procedure n'a pas réussi à convaincre. Que fait Errol Morris? Il déroule encore une fois la bobine des photos immondes. Au lieu de les mettre à distance pour créer une réflexion et un regard, il les fait venir comme des bonbons qui arrivent virtuellement dans une publicité. Joliment cadrées, elles sont mises en scène comme des cerises sur le gâteau de son investigation. Les petits gradés responsables des faits sadiques sont plus au moins «excusés» car ce ne sont pas eux qui ont donné les ordres d'effectuer ces humiliations et brimades. En admettant que ces lieutenants condamnés pour leurs agissements n'étaient que des boucs émissaires pour un système qui se garde bien de dénoncer ou juger les vrais coupables, Errol Morris ne permet pas de réfléchir et de penser aux victimes, il n'arrive pas non plus à dire que toutes ces

personnes qui sortiront de là, si elles sortent, seront détruites à vie. Au lieu d'entendre des interviews éclairantes, on a l'impression d'assister à une conversation de salon avec Lynndie England, Megan Ambuhl et Sabrina Harman, inconscientes et grimaçantes. Je n'ai pas envie d'évoquer le lieu commun de la «banalité du mal» mais hélas, les faits nous l'imposent. Ceci ne dédouane aucunement Errol Morris de sa mise en scène qui est un véritable déshonneur pour le cinéma documentaire. Le film brésilien Tropa de Elite de José Padilha distingué par l'Ours d'Or (Meilleur film) est également plein d'ambiguïtés: certes, le réalisateur veut dénoncer le piège que représentent ces corps d'élite dans la police (BOPE), il montre plutôt, avec talent, les tourments du' capitaine Nascimento, jeune père qui ne se sent plus de massacrer des jeunes qui servent de bouclier aux trafiquants des favelas. Mais la façon dont le réalisateur filme l'entraînement de ces corps d'élite (habillés de cuir et décorés de têtes de mort) donne à penser qu'il participe autant à la glorification de la violence qu'à sa dénonciation. Là aussi se pose le problème de la mise à distance. Gus van Sant le réussit dans Elefant où il met en scène une tuerie à l'école. Quand il évoque la fascination

pour les armes et le manque de communication entre tous les protagonistes de ce drame, il nous fait accomplir un travail qui va dans le sens d'une catharsis, d'effort d'humanité. Alors que les films d'Errol Morris et de José Padilha vont dans le sens du spectaculaire dans l'utilisation des armes, de la torture et des moyens employés. L'éternel nœud gordien entre trafics et corruption a bon dos. On peut aussi le couper. Pourquoi un homme intègre comme Costa-Gavras, président du Jury, a-il estimé nécessaire de distinguer ces deux films, mystère.

Pourtant les films remarquables du festival furent nombreux quoiqu'en dise la presse: le Coréen Hong Sang-soo a réussi ce que Hou Hsiao Hsien a raté: faire un film qui se passe à Paris et qui ne perd rien de sa singularité ni de son identité coréenne. Sungnam débarque à Paris pour éviter une peine de prison en Corée, parce qu'il avait fumé un joint. Son séjour se passe, - les trois mois du visa de tourisme- et en apparence il ne lui arrive rien d'important: des rencontres dues au hasard ne le font que très peu réagir. Homme coincé dans son corps et ses désirs, il réussit quand même à déclarer sa flamme et à satisfaire ses envies tout en parlant quotidiennement avec sa femme au téléphone. Ce film déploie son charme insidieusement. Des plans- séquences où l'humour tient un grand rôle, retiennent notre attention. Comment parle-t-on à un Coréen du Nord? Comment montre-t-on l'admiration à un peintre? Comment acheter un préservatif à Paris quand on ne parle pas la langue? Grâce à ces questions futiles, nous assistons à un très beau film sur l'inconstance du mâle... Du côté français, il n'y avait que Laetitia Masson avec Coupable pour nous offrir des plans aussi savoureux sur l'éternel dilemme de l'amour et du désir: Hélène Fillières en cuisinière qui ne lâche jamais sa valise à couteaux (voyez comment elle découpe un lapin!) est épatante dans cette évocation jouissive du mal d'amour incarné par plusieurs couples à la fois. Des acteurs formidables (Podalydes, Renier, Casar, Consigny, Barbé) servent à merveille cette comédie noire, admirablement filmée et mise en scène. (Sortie nationale, 27 février). Le premier venu, un autre film sur les relations et la difficile épreuve du devenir adulte a été réalisé et écrit par Doillon. Retrouvailles avec l'acteur révélé par le petit criminel, (Thomassin) et découverte d'autres visages qui vont bien avec l'univers de Doillon. Nous sommes de plein pied avec les enfants abandonnés, les pères absents et les femmes qui trouvent toujours des solutions. Lady Jane est un film atypique de Guédigian qui brasse des thèmes de la vengeance et de la culpabilité et joue «à la vie à la mort» avec l'amour maternel... Kidnapper un enfant, demander une rançon, faire des coups pour soi et pour les autres... toutes ces actions sont mélangées et se perdent à la longue dans la triste évocation d'un passé aux événements définitivement obsolètes. Ariane Ascaride est

admirable en mère courage, mais n'arrive pas à porter seule ce film sur ses épaules... (sortie en avril). Un autre kidnapping spectaculaire sert de prétexte à Erick Zonca (aucune nouvelle depuis La vie rêvée des anges) pour donner un rôle majeur à Tilda Swinton que nous n'avions pas vu si admirablement mise en scène depuis bien longtemps... depuis ses grands rôles dans les films de Derek Jarman (à qui Isaac Julien consacre un documentaire). Julia est un thriller, que Tilda Swinton remplit de toute sa rage et de toute son envie de gagner enfin: sortir de sa vie d'alcoolique, devenir riche etc. Elle injecte une formidable énergie dans un film qui a certes des longueurs et des rebondissements inutiles, mais elle, on la reverrait encore des heures et des heures. (Sortie de Julia, le 12 mars). Hélas, c'est Sally Hawkins pour son rôle de Poppy dans le Mike Leigh Happy-go-Lucky qui lui a fauché son prix. Ainsi va le monde et le monde ne va pas břen. There will be blood d'Anderson rappelle à juste titre que les pionniers ont envahi l'Amérique, la bible dans une main et le fusil dans l'autre: ce film est une sorte de ruée vers l'or «noir» d'après le livre d'Upton Sinclair et la biographie d'un magnat du pétrole que le grand acteur D.D. Lewis incarne mieux que personne. Film crépusculaire sur l'argent qui corrompt les êtres et l'appât du gain qui les achève, qui a été primé deux fois: meilleure réalisation et meilleure musique de film. À côté de ces grandes machines, il y a les petits films qui luttent pour faire exister les combats simples et nécessaires contre la plus grande des misères, l'ignorance. Le Cohier de Hana Makhmalbaf titre original: Buddha périt de honteest de ceux-là. Dans la vallée de Bamiyan, au pied des Buddhas détruits par les talibans, une petite fille veut aller à l'école. Ce film a raflé deux prix à Berlin: Le prix de la paix et le prix des Jeunes. Il sort le 20 février. En allant le voir, vous pouvez participer à l'action « 10000 cahiers pour l'Afghanistan"».

Rennes

Enseignants en colère

Marjolaine



À RENNES, CE JEUDI 7 FÉVRIER 2008, 120 participants à L'assemblée générale du lycée Jean-Macé, personnels et lycéens avec leurs organisations syndicales – FO, SNES-FSU et SGEN, UNL – ainsi que les parents d'élèves se sont unis contre la destruction organisée du service public.

Ils se mobilisent pour la défense du service public, contre les suppressions de postes d'enseignants, contre les heures supplémentaires de la collaboration! Pour des conditions d'études normales des lycéens.

Les infos circulent rapidement et le désir d'agir se coordonne dans les assemblée générale en Ille-et-Vilaine. Les établissements de Rennes et du département d'Ille-et-Vilaine se rejoignent.

Un ras-le-bol général s'exprime collectivement, sur les restrictions supplémentaires qui s'ajoutent à celles décidées auparavant.

Ras-le-bol qui aujourd'hui montre la nécessité d'une mobilisation collective et unie contre les mesures de précarisation, contre les mesures de destruction de tous les services publics et contre les baisses de salaires.

Première action le jeudi 14 février au lycée, action qui se communique aux autres établissements de Rennes et du département présents dans le mouvement. Démission radicale au C.A. des personnels enseignants et des délégués élèves du lycée Jean-Macé. Mobilisation pour réunir tous les bahuts de l'Ille-et-Vilaine dans la lutte collective.

La FCPE, qui se prévaut de son titre d'organisation représentative au sein du C.A, tente encore de faire croire que cela lui donne un rôle déterminant auprès du Recteur. Ellet ne souhaite aucune démission au C. A. pour la continuité des actions pédagogiques. des conseils de discipline, du consensus moral, etc. Quelle couleuvre veut faire avaler cette

FCPE au nom de l'ensemble des parents d'élèves et des éléves? Elle qui a cautionné toutes les dégradations dans tous les C. A des établissements scolaires du public, depuis tant d'années. En 2008, ignore-t-elle encore la représentativité syndicale des travailleurs de l'Éducation nationale? Ignore-t-elle que les lycéens avant d'être majeurs pour exprimer leur suffrage sont conscients et acteurs de leur devenir et souhaitent le décider eux-mêmes! Cette FCPE ignore-t-elle les mesures de précarisation des élèves et des enseignants? Ignoret-elle la situation sociale? Probablement, oui, si l'on considère son attitude négative envers toute réaction de mobilisation massive qui sollicite son soutien, envers toute expression d'oppostion à la casse de l'enseignement...

Il va falloir réexpliquer à cette FCPE de la tradition, sourde, rigide et qui entend donner des leçons de morale à tous et hors du temps, ce qu'est le monde ouvrier depuis le XIXe siècle et ce qu'il demeurera, avant d'attendre indéfiniment qu'elle ne fasse le constat elle-même avec son esprit bourgeois désuet et sordide que leurs élections municipales sont fatalement vaines. Connaît-elle le sens du mot «paritarisme»? Connaît-elle le sens du mot «solidarité»? Connaît-elle le sens du mot «démocratie» avant de s'en gargariser? Il semble que la propagande de l'UMP gagne et réassure assez facilement les milieux conservateurs et austères encore trop présents. Mais qu'ils se disent bien, tous ces parents-élus FCPE, qu'un jour proche face au miroir du matin... ils verront leurs propres enfants décidés, se mettre en marche pour imposer avec leur force et leur esprit le monde qu'ils veulent et ils le feront le soir même! Y compris contre leurs propres parents incapables et aveugles.



Jeudi 28 février

22 heures. Musiques expérimentales et expérimentations sonores Aperçu des musiques « d'avantgarde » hollandaises; 23 heures The Ex: diffusion de leur concert de janvier dernier aux Instants Chavirés. Noise, jazz, punk, improvisation... Depuis 25 ans, leur ligne directrice est restée la même: faire de la musique pour se faire plaisir, avec toujours une approche très militante; 0 h 30 Nuit The Ex: plus de 25 ans d'existence pour The Ex, presque autant de disques et près de 1 000 concerts à leur actif... De quoi alimenter un programme de nuit!

Vendredi 29 février

10 heures. Afr (0) ndes: Autour de l'Afrique, invités: Jean-Paul Lemarec, du Comité pour le Respect des Libertés et des Droits humains au Sahara Occidental (CORELSO); et un militant sahraoui, ex-disparu des bagnes d'Hassan II, pour parler de la lutte anticoloniale menée par les Sahraouis, vivant une occupation de plus de trente ans.

Samedi 1er mars

11 h 30. Chronique syndicale: Luttes et actualités sociales Droit du travail pour les sanspapiers et leurs luttes pour les emplois, avec CGT- Massy et Sud-Inspection du travail.

13 h 30. Chroniques rebelles: Débats, dossiers, rencontres... Ces chants qui ont changé le monde et le changent encore... Depuis toujours et surtout depuis l'avènement de l'ère industrielle, les chansons de protestation, de contestation, de révolte, accompagnent les mouvements sociaux et politiques, parfois les précèdent et même les initient. Les manifestations d'action collective s'accompagnent de chants adaptés aux différentes revendications. C'est un vecteur de solidarité, essentiel pour renforcer la volonté individuelle et la dynamique

19 heures. Longtemps, je me suis couché de bonne heure:

Magazine des livres, de la musique et du cinéma Francis Gavelle recevra la réalisatrice Marie-Claude Treilhou, pour son documentaire « Couleurs d'orchestre », soustitré « une approche de l'orchestre symphonique, avec l'Orchestre de Paris », produit par Les Films d'Ici (date de sortie : le 19 mars).

23 heures. Nuits off: Rock en féminitude Une
« Nuit off » pour raconter et écouter une
attitude rock en féminitude ne suffirait pas,
tant sont nombreuses les filles qui se sont fait
entendre... La musique classique les a
boudées; mais attention, elles ont pris
possession du folk, pop et rock. Parfois
engagées, toujours passionnées, elle se sont
imposées dans l'art musical moderne comme
une évidence. Les «Nuits off» traceront le
périmètre historique de ces héroïnes,
poétesses, égéries, des années cinquante à
nos jours.

Dimanche 2 mars

14 heures. Symbiose Culture libre Thème: le libre et le graphisme. Ce sera l'occasion de présenter à la fois les outils logiciels (Gimp, Inkscape, Scribus, Blender...), qui sont très développés, et leur utilisation, ainsi que l'emploi des licences libres et de libres diffusions dans un contexte tant amateur que professionnel. Agnès Maillard, graphiste indépendante, Elisa de Castro Guerra, auteur d'un livre sur Inkscape et Popolon, du site linux graphic, aborderont le sujet.

18 h 30.Il y a de la fumée dans le poste. Militantisme pro-cannabique... La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 3 mars

11 heures. Lundi matin. Infos revue de presse L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

18 heures. Les mangeux d'terre. Émission écololibertaire Les luttes antipublicitaires, avec Ronan du collectif des déboulonneurs

Mardi 4 mars

8 heures. Le Parisien libertaire: Faut libérer Paris! L'actualité parisienne, par Davou.

14h30. L'idée anarchiste: Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

17 heures. Des oreilles avec des trous (dedans): Des fusiques molles pour fous les tous. Émission entièrement consacrée au compositeur et pianiste Thelonius Sphere Monk.

18 heures. Idéaux et débats: Camarades cruels, il risque de pleuvoir! Trois invités en direct pour l'émission du jour: Didier Daenninckx, pour Camarades de classe (Gallimard); Emmanuelle Heidsieck, pour Il risque de pleuvoir (Seuil); Luc Lang, pour Cruels, 13 (Stock).

Mercredi 5 mars

10 h 30. Blues en liberté: Émission musicale blues Lettres et blues, par Thierry Porré.

18 h 30. Femmes libres: Femmes qui luttes, femmes qui témoignent. Infos et rendez-vous militants en musique, avec Nadia.

20 h 30. Rus les murs: Actualités des luttes de prisonniers Claude Guillaumaud-Pujol, Universitaire spécialiste des USA, viendra parler de son livre Chroniques de Philadelphie. Mumia Abu Jamal – Un homme libre dans le couloir de la mort.

Jeudi 6 mars

14 heures. Radio cartable: La radio des enfants Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry sur Seine.

19 h 30. Les enfants de Stonewall – Pédérama : Homosexualité L'émission des folles et des pédales...



PARIS XVIIE

L'Association « Atelier du Non-Faire » en collaboration avec Le GEM « Les Amis de l' Atelier du Non-Faire » Le Centre Culturel Christiane Peugeot

présentent: « Le sujet a changé », 10° édition de l'Expo-Symposium à l'Atelier Z, 62, av. de la Grande-Armée — 75 017 Paris, M° Argentine, Expo de peinture du 25 février au 9 mars 2008, Vernissage le mardi 26 février à 18 h 00, Tables rondes — débats: les 3, 4, 5 mars de 14 heures à 19 heures, Cocktail de clôture le jeudi 6 mars à 18 h 00

PARIS

Vlaminck, un instinct fauve au Musée du Luxembourg: Les couleurs de la rébellion du 20 février - 20 juillet 08.

Samedi 1er mars

Marseille 1er

17 heures. Conférence-débat animée par Lionel Cayeu: Un projet d'éducation libertaire et transculturelle. Montrer aux enfants qu'aucune forme de culture n'est supérieure à une autre, en rechercher les moyens, relier les apprentissages à celui de l'autonomie et de l'entraide. Au local du C.I.R.A., 3, rue Saint-Dominique

Paris XIe

Forum de la librairie du Monde libertaire à 16h30 Sébastien Fontenelle viendra présenter son livre: La position du penseur couché. Petites philosophies du sarkozysme, éditions Libertalia. 145, rue Amelot.

Mardi 4 mars

Rennes (35)

À 20 heures à la Maison du Champ de Mars, ó, cours des alliés. métro Charles-de-Gaulle, Le groupe la sociale de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur le thème «gérons la ville nous mêmes». La soirée commencera par la projection du film Spezzano albanese qui raconte les expériences autogestionnaires récentes dans un village italien, suivi d'une intervention politique sur

l'actualité des élections municipales et leur incapacité à changer fondamentalement le système capitaliste. Il y aura ensuite un débat avec la salle.

Jeudi 6 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale reçoit l'association Terre de liens, autour des questions suivantes: Comment la société civile peutelle s'impliquer dans la gestion de l'espace rural? Une autre forme de propriété est-elle possible? Comment soutenir des projets créateurs de liens et écologiquement responsables? 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09

Samedi 8 mars

Gand, Belgique

Septième édition de la Foire du Livre alternatif etlLibertaire... Renseignements: (aboekenbeurs@yahoo.com, www.aboekenbeurs.be

Dimanche 9 mars

Paris XXº

De 12 heures à 21 heures, Journée contre la répression antisyndicale: film, débats, concert, au 33, rue des Vignoles. M° Buzenval ou Avron.

Mardi 11 mars

Chambéry (73)

20h 30. Café-débat sur le thème de l'éducation « Quelle école voulons nous? » « Quels buts, quels moyens, quelles luttes? » Organisé par le Groupe Fédération anarchiste de Chambéry, Au BA B'Art, 24 rue de la gare.

www.fa73.lautre.net

Ivry-sur-Seine (94)

A 20 heures Pendant les élections, les expulsions de continuent! Solidarité avec les sans-papiers Projection d'un documentaire sur les 1000 de Cachan suivi d'un débat sur la lutte des sans-papiers Au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès à Ivrysur-Seine (M° Pierre-et Marie-Curie). Ouverture des portes à 19h30. Entrée libre. Bar et petite restauration

Jeudi 13 mars

Doyet près Montluçon (03)

20 heures Concert avec Illegal Process (Hardcore Punk de Montpellier), le Keupon voyageur — 5, La Gare — 03170 Doyet, 0612277001 au Maquisard (local autogéré) prix libre.

Samedi 15 mars

Paris XX^e

20h30. la CNT-éducation 92 organise une projection/débat d'un film sur Freinet et la pédagogie Freinet au local parisien de la CNT: 33, rue des Vignoles, Paris 20°, métro Avron ou Buzenval.

Samedi 22 mars (!)

Laon (02)

20h 30. La dictature, c'est «Ferme ta gueule», la démocratie c'est «Cause toujours»: Rencontre débat, animée par le Groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste, avec Léon de Mattis, auteur de Mort à la démocratie Maison des associations. Rue du bourg (Ville haute). Table de presse à partir de 16 heures. Renseignements:

samedi 29 mars

Paris XVIIIe

15h30, débat avec Marilyne Fellous traductrice de l'ouvrage de Mikhaïl Chichkine La Suisse russe, promenade littéraire et historique du XVIII^e siècle à nos jours en compagnie, entre autres, de Bakounine.
Bibliothèque La Rue: 10 rue Robert Planquette Paris 18ème — Tél: 01 42 23 32 18 métros Abbesses ou Blanche.

